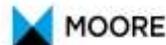


Port Autonome de Douala (PAD)

Rapport du commissaire aux comptes sur les
comptes contractés

(Port Autonome de Douala - Régie déléguée
du Dragage - Douala Port Security – Régie du
Terminal à conteneurs – Régie du
Remorquage)

Exercice clos le 31/12/2022



Moore Stephens CA
Société d'expertise comptable, d'audit et de
conseil RC N° : RC /DLA/2018/B/1792 Douala
NIU : M0202000113310Q
Siège social Douala Bonanjo B.P. 3883
172 Rue de l'Hôtel de Ville
Agrément CEMAC N°SEC 052
Agrément ONECA N°SEC 045
T [(237) 233 43 25 25 / (237) 699 85 05 94]
www.moore-global.com

PORT AUTONOME DE DOUALA (PAD)

B.P 4020 Douala

Centre des Affaires Maritimes de

Bonanjo République du Cameroun

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONTRACTES

Période allant du 01 janvier 2022 au 31 décembre 2022

A l'Actionnaire du Port Autonome de Douala,

Mesdames, Messieurs,

Opinion avec réserves

En exécution de la mission qui nous a été confiée, nous avons effectué l'audit des comptes contractés du Port Autonome de Douala tels qu'ils sont joints au présent rapport et comprenant le bilan, le compte de résultat, le tableau de flux de trésorerie ainsi que les notes annexées.

A notre avis, à l'exception des incidences des points décrits dans la section « Fondement de l'opinion avec réserve » de notre rapport, les comptes annuels ci joints sont, dans tous les aspects significatifs, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de la période écoulée ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'entité à la fin de cette période, conformément aux règles et méthodes comptables éditées par le SYSCOHADA.

Fondement de l'opinion avec réserve

- **Assainissement des soldes antérieurs** : A la suite des réserves formulées par le Commissaire aux comptes sur les soldes de clôture des comptes du Bilan de l'exercice 2018, l'entité PAD a entrepris dès 2019 des travaux qui ont permis d'assainir plusieurs comptes.

Toutefois, au 31 décembre 2022, plusieurs travaux d'assainissement demeurent inachevés, principalement sur les comptes d'immobilisations et certains comptes de tiers, dont les clients.

- **Concession AP MOLLER MAERSK A/S (DIT) et PAD** : A la clôture de l'exercice 2022, le PAD est concerné par douze procédures judiciaires découlant de la fin de la concession du terminal à conteneurs du Port de Douala intervenue le 31 décembre 2019. Face à la difficulté d'évaluer avec exactitude l'issue de ces litiges, une provision de FCFA 2 132 millions en rapport avec l'ex-concessionnaire a été néanmoins constituée dans les comptes du PAD.

A l'actif du bilan, la créance client sur DIT de FCFA 22 milliards dépréciée à hauteur de FCFA 19 milliards et des titres de participations de DIT de FCFA 240 millions non dépréciés.

- **Titres de participation Chantier Naval et Industriel du Cameroun** : Aucune dépréciation n'a été constatée sur les titres du Chantier Naval et Industriel du Cameroun détenus par le PAD (valeur comptable FCFA 4 188 millions) alors que les fonds propres de celui-ci sont négatifs depuis plusieurs années.

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit (ISA) et conformément aux prescriptions du Règlement N° 01/2017/CM/OHADA portant harmonisation des pratiques des professionnels de la comptabilité et de l'audit. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur relatives à l'audit des états financiers contractés de la période » du présent rapport.

Nous sommes indépendants de la société conformément au Code d'éthique des professionnels de la comptabilité et de l'audit édicté par le Règlement N° 01/2017/CM/OHADA précité ainsi qu'aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers au Cameroun, et nous avons satisfait aux autres responsabilités éthiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations

Nous attirons votre attention sur les observations suivantes :

- **Elimination des opérations commerciales réciproques**

La note 2 des états financiers contractés portant sur la non élimination des opérations commerciales réciproques entre les entités du périmètre de contraction.

- **Comptes contractés à l'ouverture de l'exercice 2022**

La note 2 des états financiers relative à la non certification des états financiers contractés au 31 décembre 2021.

- **Rapport de performance contracté**

Nous n'avons pas obtenu le rapport de performance contracté. Par conséquent nous n'avons pas réalisé la diligence consistant à la vérification de la sincérité et la concordance des informations données dans le rapport de performance sur la situation financière avec les états financiers contractés.

- **Affectation du résultat net**

L'affectation du résultat de l'exercice 2021 n'a pas respecté les dispositions légales prévu en la matière. En effet, l'article 144 de l'Acte Uniforme OHADA relatif au droit des Sociétés Commerciales et GIE dispose que le bénéfice à distribuer revient uniquement à l'Actionnaire et non aux Administrateurs, Dirigeants et Personnel.

- **Actifs résiduels de l'ex Office National des Ports du Cameroun (ONPC)**

Le Ministre des domaines du cadastre et des affaires foncières avait transféré à l'entité PAD des biens matérialisés par 23 titres fonciers et résultant des actifs résiduels de l'ex Office National des Ports du Cameroun (ONPC) situés à l'intérieur de la circonscription de compétence du Port Autonome de Douala. Ces titres fonciers ont fait l'objet de pré notation, ce qui remet en cause le droit de pleine propriété du PAD sur ceux-ci.

Points clés de l'audit

Les points clés de l'audit sont les points qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants lors de l'audit des états financiers annuels contractés de la période en cours. Ces points ont été traités dans le contexte de notre audit des états financiers annuels contractés pris dans leur ensemble et lors de la formation de notre opinion sur ceux-ci. Nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces points.

Nous avons déterminé qu'il n'y avait aucune autre question clé de l'audit à communiquer dans notre rapport.

Responsabilités de la Direction Générale et du Conseil d'Administration relatives aux états financiers annuels contractés

La Direction Générale est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers annuels contractés conformément aux postulats et conventions comptables édités par l'Acte Uniforme relatif au droit comptable et à l'information financière et système comptable OHADA, ainsi que du contrôle interne qu'elle estime nécessaire pour permettre la préparation des états financiers annuels contractés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers annuels contractés, c'est à la Direction Générale qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la base de continuité d'exploitation, sauf si elle a l'intention de mettre l'entité en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste qui s'offre à elle.

Il incombe au Conseil d'Administration de surveiller le processus d'élaboration de l'information financière.

Responsabilités de l'auditeur relatives à l'audit des états financiers annuels contractés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers annuels contractés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport d'audit contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes « ISA » permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou en cumulés, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers annuels contractés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Nos responsabilités pour l'audit des états financiers annuels contractés sont décrites de façon plus détaillée dans l'annexe du présent rapport de l'auditeur.

Le 12 Juin 2023.

Pour Moore Stephens CA



NKEN Robert Prosper

Associé - Directeur Général

Expert-Comptable Agréé CEMAC

ANNEXE 1. PORTANT RESPONSABILITES DE L'AUDITEUR RELATIVES A L'AUDIT DES ETATS FINANCIERS

Cette annexe fait partie intégrante de notre rapport d'audit.

Dans le cadre de nos diligences, nous nous conformons successivement :

- aux exigences des Normes Internationales d'Audit (ISA) et ;
- aux obligations spécifiques édictées par l'acte uniforme de l'OHADA relatif aux Droits des Sociétés Commerciales et du GIE.

De manière plus détaillée,

- nous nous conformons aux règles d'éthique relatives à l'audit des états financiers annuels édictées par *le Code de déontologie des professionnels comptables du Conseil des normes internationales de déontologie comptable (le code de l'IESBA et les règles d'indépendance qui encadrent l'audit des états financiers ;*
- nous faisons preuve d'esprit critique qui implique d'être attentifs aux éléments probants qui contredisent d'autres éléments probants recueillis, aux informations qui remettent en cause la fiabilité de documents et de réponses apportées aux demandes de renseignements à utiliser en tant qu'éléments probants, aux situations qui peuvent révéler une fraude possible, aux circonstances qui suggèrent le besoin de mettre en œuvre des procédures d'audit en supplément de celles requises par les Normes ISA ;
- nous faisons preuve de jugement professionnel lors de la conduite de l'audit en particulier pour les décisions portant sur le caractère significatif et le risque d'audit, la nature, le calendrier et l'étendue des procédures d'audit à mettre en œuvre pour satisfaire les diligences requises par les normes ISA et pour recueillir des éléments probants, le fait de déterminer si des éléments probants suffisants et appropriés ont été recueillis, et si des travaux supplémentaires sont nécessaires pour atteindre les objectifs des normes ISA et, par voie de conséquence, les objectifs généraux de l'auditeur, l'évaluation des jugements de la direction portant sur le suivi du référentiel comptable applicable, le fondement des conclusions tirées des éléments probants recueillis, par exemple l'appréciation du caractère raisonnable des évaluations faites par la direction lors de l'établissement des états financiers;
- nous préparons tout au long de l'audit une documentation qui fournisse une trace suffisante et appropriée des travaux, fondements de notre rapport d'audit et des éléments démontrant que l'audit a été planifié et réalisé selon les Normes ISA et dans le respect des exigences législatives et réglementaires applicables;
- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur car la fraude peut impliquer la

collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- nous recueillons, le cas échéant, des éléments probants suffisants et appropriés concernant le respect des dispositions des textes législatifs et réglementaires dont il est admis qu'elles ont une incidence directe sur la détermination des données chiffrées significatives enregistrées et l'information fournie dans les états financiers, mettons en œuvre des procédures d'audit spécifiques visant à identifier les cas de non-respect d'autres textes législatifs et réglementaires qui peuvent avoir une incidence significative sur les états financiers, et apporter une réponse appropriée aux cas avérés ou suspectés de non-respect des textes législatifs et réglementaires identifiés au cours de l'audit ;
- nous fournissons également au Conseil d'Administration une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons, le cas échéant, toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir une incidence sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes. Parmi les points communiqués au Conseil d'Administration, nous déterminons quels ont été les plus importants lors de l'audit des états financiers de la période considérée : ce sont les points clés de l'audit. Nous décrivons ces points dans notre rapport, sauf si la loi ou la réglementation en empêchent la communication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer un point dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de ce point dépassent les avantages qu'elle aurait au regard de l'intérêt public ;
- nous prenons connaissance du contrôle interne de la Société afin de définir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Société. Lorsque des faiblesses significatives sont identifiées, nous les communiquons à la direction, le cas échéant, au Conseil d'Administration ;
- nous évaluons l'incidence sur l'audit des anomalies relevées et l'incidence sur les états financiers des anomalies non corrigées, s'il en existe. Nous les communiquons au niveau approprié de la direction, à moins que ceci ne lui soit interdit par la loi ou la réglementation ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- nous identifions les relations et les transactions avec les parties liées, que le référentiel comptable applicable établisse ou non des règles en la matière, pour être en mesure de relever des facteurs de risque de fraudes, s'il en existe, découlant de relations et de transactions avec les parties liées, qui sont pertinents pour l'identification et l'évaluation des risques d'anomalies significatives provenant de fraudes, et conclure,

sur la base des éléments probants recueillis, si les états financiers, pour autant qu'ils soient affectés par ces relations et ces transactions sont présentés sincèrement ou ne sont pas trompeurs. En outre, lorsque le référentiel comptable applicable contient des règles concernant les parties liées, nous recueillons les éléments probants suffisants et appropriés pour déterminer si les relations et les transactions avec les parties liées ont été correctement identifiées et comptabilisées dans les états financiers et si une information pertinente les concernant a été fournie dans ceux-ci ;

- nous recueillons les éléments probants suffisants et appropriés montrant que les événements survenus entre la date des états financiers et la date de notre rapport, nécessitant un ajustement des états financiers ou une information à fournir dans ceux-ci, ont fait l'objet d'un traitement approprié dans les états financiers conformément au référentiel comptable applicable ;
- nous concluons quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments recueillis jusqu'à la date de notre rapport ;
- nous obtenons des déclarations écrites de la Direction Générale et, le cas échéant, du le Conseil d'Administration, confirmant que celle-ci considère avoir satisfait à ses responsabilités relatives à l'établissement des états financiers ainsi qu'à l'exhaustivité des informations qui nous ont été fournies. En outre, nous confortons d'autres éléments probants relatifs aux états financiers ou à des assertions spécifiques contenues dans ceux-ci au moyen de ces déclarations écrites si nous estimons nécessaire ou si celles-ci sont requises par d'autres normes ISA ;
- nous nous assurons, tout au long de l'audit, que l'égalité entre les actionnaires est respectée, notamment que toutes les actions d'une même catégorie bénéficient des mêmes droits ;
- nous devons signaler au plus prochain Conseil d'Administration du Port Autonome de Douala, les irrégularités et les inexactitudes relevées lors de l'audit. En outre, nous devons signaler au ministère public les faits délictueux dont nous avons eu connaissance au cours l'audit, sans que notre responsabilité puisse être engagée par cette révélation ;
- nous avons l'obligation du respect du secret professionnel pour les faits, actes et renseignements dont nous avons eu connaissance.

ETATS FINANCIERS CONTRACTES

REPUBLIQUE : CAMEROUN
 MINISTERE : FINANCES
 DIRECTION : IMPÔTS

CENTRE DE DEPÔT DE : DGE YAOUNDE

**ETATS FINANCIERS NORMALISES
 SYSTÈME COMPTABLE (SYSCOHADA)**

EXERCICE CLOS LE 31/12/2022

DESIGNATION DE L'ENTITE

DENOMINATION SOCIALE: PORT AUTONOME DE DOUALA (PAD/RTC/RDR/RDD/DPS)
 (ou nom et prénom de l'exploitant)

SIGLE USUEL : PAD

ADRESSE COMPLETE : BP 4020 Douala

N° IDENTIFICATION FISCALE : M 069900009499 X

SYSTÈME NORMAL

Documents déposés

Fiche d'identification et renseignements divers	<input checked="" type="checkbox"/>
Bilan	<input checked="" type="checkbox"/>
Compte de résultat	<input checked="" type="checkbox"/>
Tableau des flux de trésorerie	<input checked="" type="checkbox"/>
Notes annexes	<input checked="" type="checkbox"/>
Nombre de pages déposées par exemplaire :	
Nombre d'exemplaires déposés :	

Réservé à la Direction Générale des Impôts

Date de dépôt
<i>Non Applicable</i>
Nom de l'agent de la DGI ayant réceptionné le dépôt
<i>Non Applicable</i>
Signature de l'agent et cachet du service
<i>Non Applicable</i>

FICHE R1

Dénomination sociale de l'entreprise : PAD - RDD - DPS - RDR - RTC		Sigle usuel : PAD																																											
Adresse : BP 4020 Douala		Exercice clos : 31/12/2022																																											
N° d'identification fiscale : M 069900009499 X		Durée (en mois) : 12																																											
ZA	EXERCICE COMPTABLE :	DU : 01/01/2022	AU : 31/12/2022																																										
ZB	DATE D'ARRETE EFFECTIF DES COMPTES :	31/12/2022																																											
ZC	EXERCICE PRECEDENT CLOS LE :	31/12/2021	DUREE EXERCICE PRECEDENT EN MOIS : 12																																										
ZD	DLA : 030.153	N° Répertoire des entreprises																																											
	Grefe N° Registre du Commerce																																												
ZE	010-5039801-E	N° de Code Importateur	038 003																																										
	N° de caisse sociale		Code activité principale																																										
ZF	PORT AUTONOME DE DOUALA		PAD																																										
	Désignation de l'entreprise		Sigle																																										
ZG	233 42 01 33	www.pad.cm	4020 DOUALA																																										
	N° de téléphone	email	Code Boîte postale Ville																																										
ZH	CENTRE DES AFFAIRES MARITIMES - DOUALA																																												
	Adresse géographique complète (Immeuble, rue, quartier, ville, pays)																																												
ZI	EXPLOITATION PORTUAIRE																																												
	Désignation précise de l'activité principale exercée par l'entreprise																																												
	Monsieur HENRI CHOUP - BP 4020 Douala - Directeur des Finances et de la Comptabilité																																												
	Nom, adresse et qualité de la personne à contracter en cas de demande d'informations complémentaires																																												
	Cabinet XPA AUDIT SARL - BP 2665 Douala - 233 42 54 13 # 699 91 48 57 AGREMENT CEMAC SEC N° 86 & ONECCA SEC N°50																																												
	Nom du professionnel salarié de l'entreprise ou																																												
	nom, adresse et téléphone du cabinet comptable ou du professionnel INSCRIT A L'ORDRE NATIONAL DES EXPERTS COMPTABLES ET DES COMPTABLES AGREES ayant établi les états financiers																																												
	FANSI JEAN-MARIE EXPERT-COMPTABLE DIPLÔME AGREMENT CEMAC N° EC 330 ET MEMBRE ONECCA N° ECP 200																																												
	Visa de l'Expert comptable ou du Comptable agréé																																												
	<input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Oui																																												
	Etats financiers approuvés par l'Assemblée Générale (cocher la case)																																												
	Domiciliations bancaires :																																												
	<table border="1" style="width:100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th style="width:70%;">Banque</th> <th style="width:30%;">Numéro de compte</th> </tr> </thead> <tbody> <tr><td>AFRILAND FIRST BANK</td><td>0550731001-28</td></tr> <tr><td>BICEC I</td><td>01206901000-22</td></tr> <tr><td>BICEC II</td><td>01206901523-05</td></tr> <tr><td>BICEC AFD</td><td>01206900004-03</td></tr> <tr><td>BICEC LIMBE</td><td>01206940001-80</td></tr> <tr><td>CBC</td><td>37120043101-17</td></tr> <tr><td>COMPTE COURANT TRESOR</td><td>470061</td></tr> <tr><td>SCB DOUALA</td><td>3001938593151-06</td></tr> <tr><td>SCB LIMBE</td><td>3901938593151-65</td></tr> <tr><td>SGBC</td><td>22000344293-15</td></tr> <tr><td>UBA</td><td>08003000030-25</td></tr> <tr><td>ECOBANK DOUALA</td><td>01200153001-90</td></tr> <tr><td>BICEC KRIBI DOUALA</td><td>01206921001-38</td></tr> <tr><td>BGFI BANK</td><td>5004391011-47</td></tr> <tr><td>SCB PRET SYNDIQUE PAD</td><td>90001491151-54</td></tr> <tr><td>BC - PME</td><td>00748500101-55</td></tr> <tr><td>BACM</td><td>95782860006-09</td></tr> <tr><td>BANGE BANK</td><td>38500107001-29</td></tr> <tr><td>ECOBANK TCHAD N'DJAMENA</td><td>01213495101-06</td></tr> <tr><td>ECOBANK RCA BANGUI</td><td>1811896401-45</td></tr> </tbody> </table>			Banque	Numéro de compte	AFRILAND FIRST BANK	0550731001-28	BICEC I	01206901000-22	BICEC II	01206901523-05	BICEC AFD	01206900004-03	BICEC LIMBE	01206940001-80	CBC	37120043101-17	COMPTE COURANT TRESOR	470061	SCB DOUALA	3001938593151-06	SCB LIMBE	3901938593151-65	SGBC	22000344293-15	UBA	08003000030-25	ECOBANK DOUALA	01200153001-90	BICEC KRIBI DOUALA	01206921001-38	BGFI BANK	5004391011-47	SCB PRET SYNDIQUE PAD	90001491151-54	BC - PME	00748500101-55	BACM	95782860006-09	BANGE BANK	38500107001-29	ECOBANK TCHAD N'DJAMENA	01213495101-06	ECOBANK RCA BANGUI	1811896401-45
Banque	Numéro de compte																																												
AFRILAND FIRST BANK	0550731001-28																																												
BICEC I	01206901000-22																																												
BICEC II	01206901523-05																																												
BICEC AFD	01206900004-03																																												
BICEC LIMBE	01206940001-80																																												
CBC	37120043101-17																																												
COMPTE COURANT TRESOR	470061																																												
SCB DOUALA	3001938593151-06																																												
SCB LIMBE	3901938593151-65																																												
SGBC	22000344293-15																																												
UBA	08003000030-25																																												
ECOBANK DOUALA	01200153001-90																																												
BICEC KRIBI DOUALA	01206921001-38																																												
BGFI BANK	5004391011-47																																												
SCB PRET SYNDIQUE PAD	90001491151-54																																												
BC - PME	00748500101-55																																												
BACM	95782860006-09																																												
BANGE BANK	38500107001-29																																												
ECOBANK TCHAD N'DJAMENA	01213495101-06																																												
ECOBANK RCA BANGUI	1811896401-45																																												
	<table style="width:100%;"> <tr> <td style="width:50%; vertical-align: top;"> <table style="width:100%;"> <tr><td style="border: 1px solid black; height: 20px;">Nom du signataire des états financiers</td></tr> <tr><td style="border: 1px solid black; height: 20px;">Qualité du signataire des états financiers</td></tr> <tr><td style="border: 1px solid black; height: 20px;">Date de signature</td></tr> <tr><td style="border: 1px solid black; height: 100px;">Signature</td></tr> </table> </td> <td style="width:50%;"></td> </tr> </table>			<table style="width:100%;"> <tr><td style="border: 1px solid black; height: 20px;">Nom du signataire des états financiers</td></tr> <tr><td style="border: 1px solid black; height: 20px;">Qualité du signataire des états financiers</td></tr> <tr><td style="border: 1px solid black; height: 20px;">Date de signature</td></tr> <tr><td style="border: 1px solid black; height: 100px;">Signature</td></tr> </table>	Nom du signataire des états financiers	Qualité du signataire des états financiers	Date de signature	Signature																																					
<table style="width:100%;"> <tr><td style="border: 1px solid black; height: 20px;">Nom du signataire des états financiers</td></tr> <tr><td style="border: 1px solid black; height: 20px;">Qualité du signataire des états financiers</td></tr> <tr><td style="border: 1px solid black; height: 20px;">Date de signature</td></tr> <tr><td style="border: 1px solid black; height: 100px;">Signature</td></tr> </table>	Nom du signataire des états financiers	Qualité du signataire des états financiers	Date de signature	Signature																																									
Nom du signataire des états financiers																																													
Qualité du signataire des états financiers																																													
Date de signature																																													
Signature																																													

FICHE R2

Désignation entité : PAD - RDD - DPS - RDR - RTC
 Numéro d'identification : M 069900009499 X

Exercice clos le : 31/12/2022
 Durée (en mois) : 12

FICHE D'IDENTIFICATION ET RENSEIGNEMENTS DIVERS 2

		Contrôle de l'entreprise (cocher la case)	
ZK	Forme juridique (1)	0 1	ZQ Entreprise sous contrôle public <input checked="" type="checkbox"/>
ZL	Régime fiscal (1)	1	ZR Entreprise sous contrôle privé national <input type="checkbox"/>
ZM	Pays du siège social (1)	0 9	ZS Entreprise sous contrôle privé étranger <input type="checkbox"/>
ZN	Nombre d'établissements dans le pays :	0 1	
ZO	Nombre d'établissements hors du pays pour lesquels une comptabilité distincte est tenue	0 0	
ZP	Première année d'exercice dans le pays	1 9 9 9	

ACTIVITE DE L'ENTREPRISE

Désignation de l'activité (2)	Code nomenclature d'activité (1)	Chiffre d'affaires HT (CA HT) ou Valeur Ajoutée (VA) (3)	% activité dans le CA HT ou la VA
REDEVANCES MARCHANDISES		21 867 525 138	16,63%
REDEVANCES NAVIRES		15 011 017 485	11,41%
LOCATION DOMAINE PORTUAIRE		9 202 845 446	7,00%
REDEVANCES DES CONCESSIONS		18 659 302 886	14,19%
PRODUITS DIVERS		4 540 745 027	3,45%
FOURNITURES D'EAU AUX USAGERS		472 571 005	0,36%
AUTRES (Régie Déléguée Dragage)		2 446 425 334	1,86%
AUTRES (Douala Port Security)		0	0,00%
AUTRES (Régie Déléguée Remorquage)		4 999 685 811	9,20%
AUTRES (Régie Terminal à Containers)		54 326 246 168	41,30%
Divers			
	TOTAL	131 526 364 300	105,40%

(1) NOTE 34

(2) Lister de manière précise les activités dans l'ordre décroissant du C.A.HT, ou de la valeur ajoutée (V.A).

(3) Rayer la mention inutile (utiliser de préférence la V.A).

FICHE R3

Désignation entité : PAD - RDD - DPS - RDR - RTC
 Numéro d'identification : M 069900009499 X

Exercice clos le : 31/12/2022
 Durée (en mois) : 12

FICHE D'IDENTIFICATION ET RENSEIGNEMENTS DIVERS 3

DIRIGEANTS (1)

Nom	Prénoms	Qualité	N° identification Fiscale	Adresse (BP, ville, pays)
NGO'O	CYRUS	DG		S/C PAD BP 4020 Douala Cameroun
MOUKOKO NJOH	CHARLES MICHAUX	DGA		S/C PAD BP 4020 Douala Cameroun

(1) Dirigeants = Président Directeur Général, Directeur Général, Administrateur Général, Gérant, Autres

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Nom	Prénoms	Qualité	Adresse (BP, ville, pays)
SHEY	JONES YEMBE	PCA	S/C PAD BP 4020 Douala Cameroun
OLLE	LIONNEL ARTHUR	REPRESENTANT PRC	S/C PAD BP 4020 Douala Cameroun
CHAMENI NEMBUA	CELESTIN	REPRESENTANT SERVICES PM	S/C PAD BP 4020 Douala Cameroun
MOUSSA	DJAFAROU	REPRESENTANT MINT	S/C PAD BP 4020 Douala Cameroun
ZANG	MARTIAL VALERY	REPRESENTANT MINFI	S/C PAD BP 4020 Douala Cameroun
ZOUTENE	DOUFENE	REPRESENTANT MINEPAT	S/C PAD BP 4020 Douala Cameroun
EBOUPEKE	LOUIS	REPRESENTANT APN	S/C PAD BP 4020 Douala Cameroun
MBASSA NDINE	ROGER VICTOR	REPRESENTANT CUD	S/C PAD BP 4020 Douala Cameroun
MBAPPE PENDA	AUGUSTE	REPRESENTANT CHARGEURS	S/C PAD BP 4020 Douala Cameroun
NYODOCK	PERRIAL	REPRESENTANT ARMATEURS	S/C PAD BP 4020 Douala Cameroun
ABDOUL	KARIM	REPRESENTANT DU PERSONNEL	S/C PAD BP 4020 Douala Cameroun

FICHE R4

Désignation entité : PAD - RDD - DPS - RDR - RTC
 Numéro d'identification : M 069900009499 X

Exercice clos le : 31/12/2022
 Durée (en mois) : 12

FICHE RECAPITULATIVE DES NOTES ANNEXES PRESENTEES (1)

NOTES	INTITULES	A	N/A
NOTE 1	DETTES GARANTIES PAR DES SURETES REELLES		X
NOTE 2	INFORMATIONS OBLIGATOIRES	X	
NOTE 3A	IMMOBILISATIONS BRUTES	X	
NOTE 3B	BIENS PRIS EN LOCATION ACQUISITION		X
NOTE 3C	IMMOBILISATIONS : AMORTISSEMENTS	X	
NOTE 3D	IMMOBILISATIONS : PLUS-VALUES ET MOINS VALUE DE CESSION	X	
NOTE 3E	INFORMATIONS SUR LES REEVALUATIONS EFFECTUEES PAR		X
NOTE 4	IMMOBILISATIONS FINANCIERES	X	
NOTE 5	ACTIF CIRCULANT HAO	X	
NOTE 6	STOCKS ET ENCOURS	X	
NOTE 7	CLIENTS PRODUITS A RECEVOIR	X	
NOTE 8	AUTRES CREANCES	X	
NOTE 8A	TABLEAU D'ETALEMENT DES CHARGES IMMOBILISEES		X
NOTE 9	TITRES DE PLACEMENT		X
NOTE 10	VALEURS A ENCAISSER	X	
NOTE 11	DISPONIBILITES	X	
NOTE 12	ECARTS DE CONVERSION		X
NOTE 13	CAPITAL : VALEUR NOMINALE DES ACTIONS OU PARTS	X	
NOTE 14	PRIMES ET RESERVES	X	
NOTE 15A	SUBVENTIONS ET PROVISIONS REGLEMENTEES	X	
NOTE 15B	AUTRES FONDS PROPRES		X
NOTE 16A	DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILEES	X	
NOTE 16B	ENGAGEMENTS DE RETRAITE ET AVANTAGES ASSIMILES	X	
NOTE 16C	ENGAGEMENTS DE RETRAITE ET AVANTAGES ASSIMILES		X
NOTE 16C	ACTIFS ET PASSIFS EVENTUELS	X	
NOTE 17	FOURNISSEURS D'EXPLOITATION	X	
NOTE 18	DETTES FISCALES ET SOCIALES	X	
NOTE 19	AUTRES DETTES ET PROVISIONS POUR RISQUES A COURT	X	
NOTE 20	BANQUES, CREDIT D'ESCOMPTE ET DE TRESORERIE	X	
NOTE 21	CHIFFRE D'AFFAIRES ET AUTRES PRODUITS	X	
NOTE 22	ACHATS	X	
NOTE 23	TRANSPORTS	X	
NOTE 24	SERVICES EXTERIEURS	X	
NOTE 25	IMPOTS ET TAXES	X	
NOTE 26	AUTRES CHARGES	X	
NOTE 27A	CHARGES DE PERSONNEL	X	
NOTE 27B	EFFECTIFS, MASSE SALARIALE ET PERSONNEL EXTERIEUR	X	
NOTE 28	PROVISIONS ET DEPRECIATIONS INSCRITES AU BILAN	X	
NOTE 29	CHARGES ET REVENUS FINANCIERS	X	
NOTE 30	AUTRES CHARGES ET PRODUITS HAO	X	
NOTE 31	REPARTITION DU RESULTAT ET AUTRES ELEMENTS CARACTERISTIQUES DES CINQ DERNIERS EXERCICES	X	
NOTE 32	PRODUCTION DE L'EXERCICE		X
NOTE 33	ACHATS DESTINES A LA PRODUCTION		X
NOTE 34	FICHE DE SYNTHESE DES PRINCIPAUX INDICATEURS	X	
NOTE 35	Liste des informations sociales, environnementales et	X	
NOTE 36	TABLES DES CODES	X	

(1) les Notes non documentées ne doivent pas être jointes aux états financiers. Leur contenu peut être amélioré par les entités

A : Applicable

N/A : Non applicable.

Par exemple pour une entité qui n'a pas de stocks et en-cours, elle doit cocher à l'intersection

('ligne NOTE 6' & 'colonne N/A')

BILAN ACTIF

Désignation entité : PAD - RDD - DPS - RDR - RTC
 Numéro d'identification : M 069900009499 X

Exercice clos le : 31/12/2022
 Durée (en mois) : 12



BILAN AU 31 DECEMBRE 2022

REF	ACTIF	Note	EXERCICE au 31/12/2022			EXERCICE AU 31/12/2021
			BRUT	AMORT et DEPREC	NET	NET
AD	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3	5 461 369 006	4 889 087 512	572 281 494	1 578 290 655
AE	Frais de développement et de prospection		0	0	0	0
AF	Brevets, licences, logiciels, et droits similaires		5 461 369 006	4 889 087 512	572 281 494	1 578 290 655
AG	Fonds commercial et droit au bail		0	0	0	0
AH	Autres immobilisations incorporelles		0	0	0	0
AI	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3	291 046 887 155	135 553 762 904	155 493 124 251	129 457 405 087
AJ	Terrains (1) (1) dont Placement en Net...../.....		1 088 122 915	0	1 088 122 915	1 088 122 915
AK	Bâtiments (1) dont Placement en Net...../.....		113 653 239 920	53 676 463 266	59 976 776 654	51 589 421 891
AL	Aménagements, agencements et installations		20 542 270 098	16 742 664 907	3 799 605 191	3 162 166 175
AM	Matériel, mobilier et actifs biologiques		34 279 791 783	14 149 404 355	20 130 387 428	15 621 778 708
AN	Matériel de transport		66 152 306 949	50 310 355 312	15 841 951 637	18 069 280 569
AP	Avances et acomptes versés sur immobilisations	3	55 331 155 490	674 875 064	54 656 280 426	39 926 634 829
AQ	IMMOBILISATIONS FINANCIERES	4	30 804 415 659	302 770 000	30 501 645 659	27 977 997 824
AR	Titres de participation		5 386 740 000	302 770 000	5 083 970 000	5 083 970 000
AS	Autres immobilisations financières		25 417 675 659	0	25 417 675 659	22 894 027 824
AZ	TOTAL ACTIF IMMOBILISE		327 312 671 820	140 745 620 416	186 567 051 404	159 013 693 566
BA	ACTIF CIRCULANT HAO	5	318 589 647	0	318 589 647	294 444 897
BB	STOCKS ET ENCOURS	6	2 701 014 580	192 947 234	2 508 067 346	495 540 948
BG	CREANCES ET EMPLOIS ASSIMILES					
BH	Fournisseurs avances versées	17	19 655 836 989	0	19 655 836 989	31 189 097 284
BI	Clients	7	86 983 992 323	34 351 186 402	52 632 805 921	48 459 255 390
BJ	Autres créances	8	72 207 609 529	2 140 583 549	70 067 025 980	68 940 469 918
BK	TOTAL ACTIF CIRCULANT		181 867 043 068	36 684 717 185	145 182 325 883	149 378 808 437
BQ	Titres de placement	9	0	0	0	0
BR	Valeurs à encaisser	10	752 495 405	47 207 012	705 288 393	452 794 802
BS	Banques, chèques postaux, caisse et assimilés	11	78 541 192 989	0	78 541 192 989	45 072 669 584
BT	TOTAL TRESORERIE-ACTIF		79 293 688 394	47 207 012	79 246 481 382	45 525 464 386
BU	Ecart de conversion-Actif	12	1 059 453		1 059 453	0
BZ	TOTAL GENERAL		588 474 462 735	177 477 544 613	410 996 918 122	353 917 966 389

BILAN PASSIF

Désignation entité : PAD - RDD - DPS - RDR - RTC

Exercice clos le : 31/12/2022

Numéro d'identificati M 069900009499 X

Durée (en mois) : 12



BILAN AU 31 DECEMBRE 2022

REF	PASSIF	Note	EXERCICE AU	EXERCICE AU
			31/12/2022	31/12/2021
			NET	NET
CA	Capital	13	30 575 553 255	30 575 553 255
CB	Apporteurs capital non appelé (-)	13	0	0
CD	Primes liées au capital social	14	0	0
CE	Ecart de réévaluation	3e	0	0
CF	Fonds de renouvellement	14	1 402 598 957	1 402 598 957
CG	Réserves légales	14	3 721 070 104	3 073 722 154
CH	Report à nouveau (+ ou -)	14	44 455 393 387	24 721 918 174
CJ	Résultat net de l'exercice (bénéfice + ou perte -)		16 059 131 269	22 605 246 694
CI	Résultat en attente d'affectation		0	0
CL	Subventions d'investissement	15	90 825 715 220	30 270 014 542
CM	Provisions réglementées	15	0	0
CP	TOTAL CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES		187 039 462 192	112 649 053 776
DA	Emprunts et dettes financières diverses	16	34 398 665 603	42 008 279 722
DB	Dettes de location acquisition		23 794 549	371 030 755
DC	Provisions pour risques et charges	16	13 762 346 200	16 083 373 389
DD	TOTAL DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILEES		48 184 806 352	58 462 683 866
DF	TOTAL RESSOURCES STABLES		235 224 268 544	171 111 737 642
DH	Dettes circulantes HAO	5	773 221 373	462 332 498
DI	Clients, avances reçues	7	15 331 088 153	15 854 440 917
DJ	Fournisseurs d'exploitation	17	33 891 585 647	38 397 821 557
DK	Dettes fiscales et sociales	18	34 994 867 249	32 774 109 100
DM	Autres dettes	19	86 025 641 444	91 305 391 739
DN	Provisions pour risques à court terme	19	0	0
DP	TOTAL PASSIF CIRCULANT		171 016 403 866	178 794 095 811
DQ	Banques, crédits d'escompte	20	0	0
DR	Banques, établissements financiers et crédits de trésorerie	20	4 755 915 936	4 012 132 936
DT	TOTAL TRESORERIE-PASSIF		4 755 915 936	4 012 132 936
DV	Ecart de conversion-Passif	12	329 776	0
DZ	TOTAL GENERAL		410 996 918 122	353 917 966 389

COMPTE DE RESULTAT

Désignation entité : **PAD - RDD - DPS - RDR - RTC**

Exercice clos le : **31/12/2022**

Numéro d'identification M 069900009499 X

Durée (en mois) : **12**



COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2022

REF	LIBELLE		NOTE	EXERCICE AU 31/12/2022	EXERCICE AU 31/12/2021	
				NET	NET	
TA	Ventes de marchandises	A	+	21	0	0
RA	Achats de marchandises		-	22	0	0
RB	Variation de stocks de marchandises		-/+	6	0	0
XA	MARGE COMMERCIALE (Somme TA à RB)				0	0
TB	Ventes de produits fabriqués	B	+	21	930 720	0
TC	Travaux, services vendus	C	+	21	129 831 549 153	127 989 027 786
TD	Produits accessoires	D	+	21	1 693 884 427	307 348 742
XB	CHIFFRE D'AFFAIRES (A + B + C + D)				131 526 364 300	128 296 376 528
TE	Production stockée (ou déstockage)		-/+	6	0	0
TF	Production immobilisée			21	0	0
TG	Subventions d'exploitation			21	14 439 211 164	0
TH	Autres produits		+	21	4 006 867 628	4 414 016 277
TI	Transferts de charges d'exploitation		+	12	883 196 188	419 867 315
RC	Achats de matières premières et fournitures liées		-	22	0	0
RD	Variation de stocks de matières premières et fournitures liées		-/+	6	0	0
RE	Autres achats		-	22	-12 574 316 478	-9 082 004 704
RF	Variation de stocks d'autres approvisionnements		-/+	6	2 021 785 032	263 978 551
RG	Transports		-	23	-1 222 544 748	-551 620 375
RH	Services extérieurs		-	24	-65 695 349 259	-40 333 287 283
RI	Impôts et taxes		-	25	-5 191 797 000	-3 121 409 787
RJ	Autres charges		-	26	-4 149 822 076	-2 460 644 310
XC	VALEUR AJOUTEE (XB +RA+RB) + (somme TE à RJ)				64 043 594 751	77 845 272 212
RK	Charges de personnel		-	27	-30 871 480 922	-30 109 988 459
XD	EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (XC+RK)				33 172 113 829	47 735 283 753
TJ	Reprises d'amortissements, provisions et dépréciations		+	28	4 447 174 744	3 463 590 744
RL	Dotations aux amortissements, aux provisions et dépréciations		-	3C&28	-16 048 399 888	-16 566 033 454
XE	RESULTAT D'EXPLOITATION (XD+TJ+ RL)				21 570 888 685	34 632 841 043
TK	Revenus financiers et assimilés		+	29	1 781 072 765	1 013 342 915
TL	Reprises de provisions et dépréciations financières		+	28	0	1 543 343 805
TM	Transferts de charges financières		+	12	0	1 226 813 638
RM	Frais financiers et charges assimilées		-	29	-3 721 272 559	-2 638 576 843
RN	Dotations aux provisions et aux dépréciations financières		-	3C&28	-104 700 000	0
XF	RESULTAT FINANCIER (somme TK à RN)				-2 044 899 794	1 144 923 515
XG	RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES (XE+XF)				19 525 988 891	35 777 764 558
TN	Produits des cessions d'immobilisations		+	3D	1 518 449	0
TO	Autres Produits HAO		+	3D	7 670 103 495	3 121 716 546
RO	Valeurs comptables des cessions d'immobilisations		-	3D	0	0
RP	Autres Charges HAO		-	30	0	0
XH	RESULTAT HORS ACTIVITES ORDINAIRES (somme TN à RP)				7 671 621 944	3 121 716 546
RQ	Participation des travailleurs		-	30	0	0
RS	Impôts sur le résultat		-		-11 138 479 566	-16 294 234 410
XI	RESULTAT NET (XG+XH+RQ+RS)				16 059 131 269	22 605 246 694

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

Désignation entité : PAD - RDD - DPS - RDR - RTC

Exercice clos le : 31/12/2022

Numéro d'identification : M 069900009499 X

Durée (en mois) : 12



TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE AU 31 DECEMBRE 2022

REF	LIBELLE	Note	31/12/2022	31/12/2021
ZA	Trésorerie nette au 1er janvier (Trésorerie actif N-1 - Trésorerie passif N-1)	A	41 513 331 450	26 093 082 954
	Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles			
FA	Capacité d'Autofinancement Globale (CAFG)		20 093 434 469	31 042 629 053
FB	- Variation actif circulant HAO (1)		-318 589 647	-294 444 897
FC	- Variation des stocks		-2 012 526 398	-262 794 631
FD	- Variation des créances		6 232 094 249	998 132 130
FE	+ Variation du passif circulant (1)		-7 777 362 169	44 012 377 849
	Variation du BF lié aux activités opérationnelles (FB+FC+FD+FE) :		-3 876 383 965	44 453 270 451
ZB	Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles (somme FA à FE)	B	16 217 050 504	75 495 899 504
	Flux de trésorerie provenant des activités d'investissements			
FF	- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles		-233 695 818	-962 049 623
FG	- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles		-37 270 887 413	-36 698 575 904
FH	- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations financières		-2 668 876 057	-22 384 043 577
FI	+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		1 518 449	0
FJ	+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations financières	-	145 228 222	4 030 964 993
ZC	Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement (somme FF à FJ)	C	-40 026 712 617	-56 013 704 111
	Flux de trésorerie provenant du financement par les capitaux propres			
FK	+ Augmentations de capital par apports nouveaux		0	0
FL	+ Subventions d'investissement reçues		68 109 734 173	0
FM	- Prélèvements sur le capital		0	0
FN	- Dividendes versés		-8 258 713 338	-2 000 000 000
ZD	Flux de trésorerie provenant des capitaux propres (somme FK à FN)	D	59 851 020 835	-2 000 000 000
	Trésorerie provenant du financement par les capitaux étrangers			
FO	+ Emprunts		10 526 496 494	13 403 812 621
FP	+ Autres dettes financières		0	0
FQ	- Remboursements des emprunts et autres dettes financières		-13 590 621 220	-15 465 759 518
ZE	Flux de trésorerie provenant des capitaux étrangers (somme FO à FQ)	E	-3 064 124 726	-2 061 946 897
ZF	Flux de trésorerie provenant des activités de financement	F	56 786 896 109	-4 061 946 897
ZG	VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE DE LA PÉRIODE (B+C+F)	G	32 977 233 996	15 420 248 496
ZH	Trésorerie nette au 31 Décembre (G+A) Trésorerie actif N - Trésorerie passif N =	H	74 490 565 446	41 513 331 450

[1] à l'exclusion des variations des créances et dettes liées aux activités d'investissement (variation des créances) sur cession d'immobilisation et des dettes sur acquisition ou production d'immobilisation) et de financement (par exemple variation des créances sur subventions d'investissements reçues).

NOTE 1 : DETTES GARANTIES PAR DES SURETES REELLES

Désignation entité : PAD - RDD - DPS - RDR - RTC

Exercice clos le : 31/12/2022

Numéro d'identification : M 069900009499 X

Durée (en mois) : 12



**NOTE 1
DETTES GARANTIES PAR DES SURETES REELLES**

LIBELLES	Note	Montant brut	SURETES REELLES		
			Hypothèques	Nantissements	Gages / autres
Dettes financières et ressources assimilées :					
Emprunts obligataires convertibles		0	0	0	0
Autres emprunts obligataires		0	0	0	0
Emprunts et dettes des établissements de crédit		0	0	0	0
Autres dettes financières		0	0	0	0
SOUS TOTAL (1)		0	0	0	0
Dettes de location-acquisition :					
Dettes de crédit-bail immobilier		0	0	0	0
Dettes de crédit-bail mobilier		23 794 549	0	1 000 000 000	0
Dettes sur contrats de location-vente		0	0	0	0
Dettes sur contrats de location-acquisition		0	0	0	0
SOUS TOTAL (2)		23 794 549	0	1 000 000 000	0
Dettes du passif circulant :					
Fournisseurs et comptes rattachés		0	0	0	0
Clients		0	0	0	0
Personnel		0	0	0	0
Sécurité sociale et organismes sociaux		0	0	0	0
Etat		0	0	0	0
Organismes internationaux		0	0	0	0
Associés et groupe		0	0	0	0
Créditeurs divers		0	0	0	0
SOUS TOTAL (3)		0	0	0	0
TOTAL (1)+(2)+(3)		23 794 549	0	1 000 000 000	0
ENGAGEMENTS FINANCIERS				Engagements donnés	Engagements reçus
Engagements consentis à des entités liées				0	0
Primes de remboursement non échues				0	0
Avals, cautions, garanties				0	0
Hypothèques, nantissements, gages, autres				0	0
Effets escomptés non échus				0	0
Créances commerciales et professionnelles cédées				0	0
Abandons de créances conditionnels				0	0
TOTAL				0	0

Commentaire :

Le nantissement se rapporte à un DAT destiné à couvrir la dette de FCFA 1,557 milliards contractée en 2019 pour l'acquisition des véhicules par crédit bail auprès de la SGC.

Le solde de cette dette au 31/12/2022 correspond à la valeur résiduelle de la levée de l'option d'achat desdits véhicules.

NOTE 2 : INFORMATIONS OBLIGATOIRES

Désignation entité : PAD - RDD - DPS - RDR - RTC

Exercice clos le : 31/12/2022

Numéro d'identification : M 069900009499 X

Durée (en mois) : 12



NOTE 2 INFORMATIONS OBLIGATOIRES

A - DECLARATION DE CONFORMITE AU SYSCOHADA

Ces états financiers ont été élaborés en conformité avec le nouvel acte uniforme SYSCOHADA Révisé, dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur au Cameroun. Les normes comptables appliquées sont celles résultant de l'application du droit Comptable et de l'information financière OHADA.

B - REGLES ET METHODES COMPTABLES

B1 – Méthode générale d'évaluation

La comptabilité générale est tenue conformément au système comptable OHADA. C'est une comptabilité d'engagement et à ce titre, les créances et les dettes sont comptabilisées dès la survenance de l'évènement qui en donne naissance plutôt qu'au moment du transfert des ressources monétaires qui s'y rattachent.

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre. Les états financiers couvrent une période de douze mois. Les principes de base appliqués sont les

Continuité de l'exploitation

Permanence des méthodes

Séparation des exercices

Prudence

Importance relative

Les états financiers sont établis selon le principe du coût historique à l'exception des créances et dettes en devises qui sont converties sur la base du cours au 31 décembre.

L'unité de compte est le Franc CFA (XAF).

La situation est arrêtée, et le résultat calculé, à la date de clôture de l'exercice. Les « événements postérieurs » ne jouent un rôle que s'ils sont révélateurs d'éléments existant déjà à la date de clôture, mais non encore connus à cette date.

Comme le précise la norme IAS 10, les événements postérieurs sont à intégrer aux comptes (dans leurs effets) s'ils procurent des informations permettant :

- Soit de mieux estimer les sommes relatives aux conditions existant à la clôture de l'exercice ;
- Soit de remettre en cause l'hypothèse de continuité de tout ou partie de l'entreprise.

Aussi, le lien de l'évènement postérieur avec la situation existant à la clôture doit-il être direct et prépondérant. Si ce lien existe, alors les comptes de l'exercice sont ajustés en

B2.2 – Cadre légal & fiscal applicable

Le régime fiscal applicable à la société est le régime de droit commun. A ce titre, la société est assujettie au paiement du minimum de perception à 2% du chiffre d'affaires. Le statut juridique du PAD n'est pas précisé sur le sort de ces immobilisations. Le PAD a maintenu dans ses états financiers l'ensemble des immobilisations (biens propres et biens financés par l'Etat) concourant à son fonctionnement, et a considéré comme subvention reçue la partie financée par l'Etat. Le système comptable OHADA révisé entré en vigueur le 1er janvier 2018 fait la distinction entre les biens propres et les biens concédés (société en concession ou assimilée), avec un mode de comptabilisation distinct. Selon le Syscohada Révisé, les biens concédés ne doivent pas figurer dans le bilan du concessionnaire.

B2.3 – Principe général sur les provisions

En application du principe de prudence, la dotation aux provisions est obligatoirement constatée, même en cas

La méthode de provisionnement en cours relève de l'appréciation du risque que présente un client ou tiers.

Les sont valorisés au cout moyen unitaire pondéré.

B2.4 – Opérations se rapportant aux exercices antérieurs

Conformément aux dispositions du droit Comptable OHADA, les produits et les charges concernant des exercices antérieurs sont enregistrés, selon leur nature, comme les produits et les charges de l'exercice en cours et participent à la Une mention spécifique de telles opérations, s'il en existe, est faite dans les informations d'importance significative des pr

B2.5 – Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice

La date de clôture de l'exercice est fixée au 31 décembre de chaque année, Conformément à l'Acte uniforme portant Droit Comptable.

Le principe de séparation des exercices conduit à rattacher à l'exercice toutes les charges et tous les produits le concernant à ceux-là seulement. L'application du principe de prudence conduit à prendre en considération des événements survenus après la date de clôture et avant la date d'arrêt des comptes.

Par ailleurs, bien que les comptes aient été arrêtés, le Droit Comptable dispose qu'une obligation d'information des associés incombe aux dirigeants des sociétés (SA, SARL), sous certaines conditions, en ce qui concerne la période séparant la date d'arrêt des comptes de la date de m'assemblée générale.

L'application du principe de prudence, principalement, ainsi que la recherche d'une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat à la clôture, conduisent, comme le précise la norme IAS 10 Engagements et événements postérieurs à la date du bilan, à prendre en considération des informations apportées par des événements qui se produisant après la date de clôture.

C- DEROGATION AUX POSTULATS ET CONVENTIONS COMPTABLES

Par décision de gestion, les subventions sont suivies par la distinction des comptes de constatation et les comptes spécifiques d'amortissements. Idem pour les emprunts qui ont les comptes spécifiques enregistrant les remboursements.

D - INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES RELATIVES AU BILAN, AU COMPTE DE RESULTAT ET AU TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

D1 – Immobilisations et subventions

Le poste "immobilisations" est constitué des immobilisations financées par fonds propres, mais également en partie ou totalement par l'Etat du Cameroun. Il y a lieu de relever que le statut juridique du PAD n'est pas précisé sur le sort de ces immobilisations. Le PAD a maintenu dans ses états financiers l'ensemble des immobilisations (biens propres et biens financés par l'Etat) concourant à son fonctionnement, et a considéré comme subvention reçue la partie financée par l'Etat. Le système comptable OHADA révisé entré en vigueur le 1er janvier 2018 fait la distinction entre les biens propres et les biens concédés (société en concession ou assimilée), avec un mode de comptabilisation distinct. Selon le Syscohada Révisé, les biens concédés ne doivent pas figurer dans le bilan du concessionnaire.

La comptabilisation par composants est applicable. Toutefois, les éléments nécessaires à leur mise en œuvre sont insuffisants.

Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire. Les charges liées aux dotations aux amortissements des biens appartenant à l'Etat sont neutralisées par la reprise des subventions, pas nécessairement au cours de chaque exercice, mais totalement à la fin de la période d'amortissement et de reprise des subventions.

NOTE 2 : INFORMATIONS OBLIGATOIRES

Désignation entité : PAD - RDD - DPS - RDR - RTC
Numéro d'identification : M 06990009499 X

Exercice clos le : 31/12/2022
Durée (en mois) : 12



NOTE 2 INFORMATIONS OBLIGATOIRES

E- PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Section 3 : Comptabilité Autonome par Etablissement du Chapitre 34 " Comptabilité Autonome par établissement " Du Titre 8 du Droit comptable OHADA,

Dans le cas où chaque établissement tient une comptabilité autonome, il importe de sauvegarder l'unicité finale de la comptabilité de l'entité, qui est la seule à laquelle s'attache des obligations légales d'élaboration et de présentation (...). L'autonomie comptable permet à chaque établissement d'établir sa situation et son compte de résultat propre qui seront ensuite intégrés dans la comptabilité de l'entité. Cette opération ne constitue qu'une "contraction" comptable, différente de la consolidation des comptes, appellation réservée à l'établissement de comptes uniques pour un ensemble de sociétés liées par un lien de participation, comme si elle ne constituait qu'une seule entité économique.

ENTITES CONCERNEES

Les entités concernées sont :

- 1) Le Port Autonome de Douala (PAD)
- 2) La Régie du Terminal à Conteneurs (RTC)
- 3) La Régie du Dragage (RDD)
- 4) La Régie de Remorquage (RDR)
- 5) Douala Port Security (DPS)

Les quatre régies sont toutes en activité depuis 2021.

Le Conseil d'Administration du PAD a autorisé, en décembre 2022, le Directeur Général à accomplir toutes les diligences nécessaires en vue de la transformation des quatre régies ainsi qu'il suit :

- La Régie du Terminal à Conteneurs (RTC) et la Régie Déléguée du Remorquage (RDR) en sociétés commerciales ;
- La Régie Déléguée du Dragage (RDD) et la Régie Déléguée de Police et Sécurité (DPS) en succursales.

Chaque entité tient une comptabilité autonome, et leurs états financiers respectent les règles énumérées ci-dessous.

F -RETRAITEMENTS EFFECTUES DANS LE CADRE DE LA CONTRACTION DES COMPTES

Procédé de la contraction

La contraction des comptes des entités listées ci-dessus consiste à faire la sommation pure et simple des postes du bilan et du compte de résultat.

Base comparative

Les données comparatives de l'exercice précédent (2021) concernent les mêmes entités, sachant que le premier exercice d'activité pour certaines régies était au-delà de 12 mois. Chacune des entités du périmètre a fait l'objet d'un Audit au 31 décembre 2021 par la Commissaire aux Comptes du PAD. Seule n'a pas donné lieu la présentation et l'audit des comptes contractés au 31 décembre 2021.

Opérations réciproques

Dans le cadre de la contraction des comptes, nous n'avons pas procédé à l'élimination des opérations réciproques. Les facturations intra-groupe sont maintenues dans les comptes.

Comptes de liaisons

Les comptes de liaisons intra-groupes sont neutralisés par compensation des soldes débiteurs et des soldes créditeurs. Le différentiel en cas d'écart constaté se retrouve dans l'actif ou le passif circulant.

Eléments caractéristiques des cinq derniers exercices

Les informations contenues dans la note 31 pour les exercices 2018 à 2020 sont ceux uniquement de l'entité PAD.
Base comparative

Méthodes de conversion des comptes

Monnaie de présentation des comptes: la monnaie de présentation des comptes contractés est le FCFA. Les états financiers sont présentés en FCFA.

Monnaie fonctionnelle: la monnaie fonctionnelle d'une entité est la monnaie de l'environnement économique dans laquelle cette entité opère principalement. Au cas d'espèce la monnaie fonctionnelle correspond à la monnaie locale qui est le FCFA et toutes les entités du périmètre sont situées dans la zone CEMAC .

Homogénéité des principes et convergences

L'élaboration des comptes contractés requiert l'application de normes homogènes par toutes les entités concernées, avec la mise en œuvre au titre de l'exercice 2022 la mise en œuvre du retraitement fiscal des écritures pour les entités PAD, DPS et RDD.

Toutes les entités du périmètre appliquent les mêmes règles et principes comptables conformément au système comptable OHADA.

Capitaux propres de l'ensemble combiné : Compte tenu de l'absence de liens capitalistiques entre les entités, les fonds propres contractés représentent le cumul des capitaux propres des entités du périmètre. Lors du cumul des capitaux propres des entités contractées, il ne peut être constaté d'intérêts minoritaires.

Méthodes d'évaluation des estimations comptables

Pour établir leurs comptes les entités du périmètre procèdent à des estimations qui affectent la valeur comptable de certains éléments d'actifs ou de passif, des produits et des charges, ainsi que des informations données dans certaines notes de l'annexe. Ces estimations et appréciations sont revues de manière régulière pour prendre en compte l'expérience passée et les autres facteurs jugés pertinents au regard des conditions économiques.

Litiges, les risques financiers découlant des litiges sont évalués dès leur naissance par la Direction des Affaires Juridique en lien avec les conseils juridiques.

Indemnités de fin de carrière: résultent de la méthode actuarielle pour l'entité PAD qui représente la part la plus significative et la méthode simplifiée pour les autres où elles sont applicables en fin 2022 (RDR et DPS) .

Dépréciations des créances clients: Elles sont faites de manière individuelle, en fonction des difficultés rencontrées lors du recouvrement.

Taux d'amortissement : Toutes les entités du périmètre pratiquent les amortissements linéaires, les taux d'amortissements par nature de biens sont indiqués dans les notes spécifiques appropriés.

Passifs éventuels Correspondant à une obligation qui n'est ni probable, ni certaine à la date d'arrêt des comptes ou à une obligation probable à laquelle la sortie des ressources ne l'est pas, ne sont pas comptabilisés. Ils font l'objet d'une information en annexe.



NOTE 3A : IMMOBILISATION BRUTE

Désignation entité : PAD - RDD - DPS - RDR - RTC

Exercice clos le : 31/12/2022

Numéro d'identification : M 069900009499 X

Durée (en mois) : 12

NOTE 3A IMMOBILISATION BRUTE

SITUATIONS ET MOUVEMENTS RUBRIQUES	MONTANT BRUT A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	Acquisitions apports créations	Virements de poste à poste	Suite à une réévaluation pratiquée au cours de l'exercice	Cessions Scissions Hors service	Virements de poste à poste	MONTANT BRUT A CLOTURE DE L'EXERCICE
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5 227 673 188	233 695 818	0	0	0	0	5 461 369 006
Frais de développement et de prospection	0	0	0	0	0	0	0
Brevets, licences, logiciels, et droits similaires	5 227 673 188	233 695 818	0	0	0	0	5 461 369 006
Fonds commercial et droit au bail	0	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	254 232 855 498	37 270 887 413	166 411 682	0	456 855 756	166 411 682	291 046 887 155
Terrains hors immeuble de placement	1 088 122 915	0	0	0	0	0	1 088 122 915
Terrains - immeuble de placement	0	0	0	0	0	0	0
Bâtiments hors immeuble de placement	102 542 532 268	11 110 707 652	0	0	0	0	113 653 239 920
Bâtiments - immeuble de placement	0	0	0	0	0	0	0
Aménagements, agencements et installations	18 282 882 599	2 259 387 499	166 411 682	0	0	166 411 682	20 542 270 098
Matériel, mobilier et actifs biologique	27 049 058 002	7 230 733 781	0	0	0	0	34 279 791 783
Matériel de transport	64 668 749 821	1 483 557 128	0	0	0	0	66 152 306 949
AVANCES ET ACOMPTES VERSES SUR IMMOBILISATIONS							
Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0
Immobilisations corporelles	40 601 509 893	15 186 501 353	0	0	456 855 756	0	55 331 155 490
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	28 280 767 824	2 668 876 057	0	0	145 228 222	0	30 804 415 659
Titres de participation	5 386 740 000	0	0	0	0	0	5 386 740 000
Autres immobilisations financières	22 894 027 824	2 668 876 057	0	0	145 228 222	0	25 417 675 659
TOTAL GENERAL	287 741 296 510	40 173 459 288	166 411 682	0	602 083 978	166 411 682	327 312 671 820

Commentaire :

PAD*La comptabilisation par composants est applicable. Toutefois, les éléments nécessaires à leur mise en œuvre sont insuffisants.

Les immobilisations incorporelles concernent les licences de logiciels et anti virus acquis au cours de l'exercice pour la sécurisation des accès au réseau informatique du PAD.

Les acquisitions des immobilisations corporelles de l'exercice s'élèvent à FCFA 29 446 millions. Il y a lieu de relever :

- Les travaux de construction de 5km de voies de contournement et 5km de voies desserte (7 200 millions) ;
- la réalisation des études et exécution des travaux de reconstruction du quai du Parc à Bois (600 millions);
- la finalisation de la reconstruction du poste pétrolier sur duc d'albe et la poursuite des travaux de construction d'un ouvrage de protection fusible du nouveau poste pétrolier sur Duc d'Albe (FCFA 2, 400 milliards);
- l'acquisition d'un immeuble pour abriter les Secteurs d'Activités n°s 1 et 2 (244 millions) ;
- la rénovation des halls d'accueil de l'immeuble siège du PAD (100 millions) ;
- la rénovation de la salle de conférence du l'immeuble siège du PAD (100 millions) ;
- le renouvellement des matériels et mobiliers de bureau pour une meilleur ergonomie des sites de travail (2 400 millions) ;
- l'enrichissement du parc mobilier de 09 nouveaux véhicules (300 millions) ;

Les avances et acomptes versés au cours de l'exercice s'élèvent à FCFA 13 200 millions et se rapportent principalement à la poursuite des travaux de sécurisation du domaine portuaire, de construction de 5km de voies de desserte y compris une aire de stationnement de 20000 m2 pour les camions en zone aval avec la technologie neoloy geocell, d'acquisition des équipements de sondage hydrographiques et bathymétriques 3D (LIDAR LIGHT DETECTION AND RANGING) et d'acquisition de logiciels.

Les autres immobilisations financières concernent en augmentation essentiellement l'augmentation du cautionnement l'emprunt AFB de 2 000 millions.

***RTC:** La variation significative de immobilisation en 2022 est essentiellement dû à d'importants investissements d'une valeur de FCFA 5 519 058 905 ;

Aux avances effectuées pour l'acquisition d'immobilisations à ROUUD'AF pour l'aménagement des pistes du Terminal ; à KONECRANES de FCFA 553 169 850 pour l'acquisition de 2 REACH STAKER (FCFA 440 278 338) et un chariot (FCFA 112 891 512) FCFA 1 409 782 815 à la souscription à un emprunt obligataire lancé par l'état du Cameroun, acquérant ainsi des titres pour une valeur de FCFA 2 000 000 000.

***RDR :**Au cours de l'exercice 2021, la RDR a acquis trois (03) remorqueurs (Aturri, Iroise et Coco) dont les factures sont libellées au nom du PAD. La comptabilisation par composant le processus de dévolution ont connu une évolution. Une décomposition des remorqueurs a été effectuée et est en attente de l'appréciation du Directeur Déléguée, tandis que la dévolution sera traitée dans le cadre de la filialisation.

DPS* Des acquisitions de logiciels (82 millions), de véhicules dont 02 véhicules en 2022 (124 millions), de matériels et mobiliers de bureaux, d'aménagements de bureaux dont 05 en 2022 (62 millions).

DPS * Des acquisitions de logiciels (Sage SAARI X3 version 12 : 53 millions), de matériels, mobiliers et aménagements de bureaux pour 368 millions dont en 2022 : FCFA 13 millions pour le serveur, FCFA 11,7 millions pour le moniteur (installé à bord du Mont Mandara), FCFA 8,7 millions d'installations de défense à bord de la drague Vigilance, FCFA 17 millions pour le poste d'éclairage mobile pour les travaux de nuit ; FCFA 15 millions pour 2 pompes de dragages, FCFA 8 millions d'achats de chargeurs de batteries, FCFA 4 millions de moteurs électriques, FCFA 3 millions une échelle d'embarcation..

NOTE 3B : BIENS PRIS EN LOCATION ACQUISITION



Désignation entité : **PAD - RDD - DPS - RDR - RTC**
 Numéro d'identification : **M 069900009499 X**

Exercice clos le : **31/12/2022**
 Durée (en mois) : **12**

NOTE 3B BIENS PRIS EN LOCATION ACQUISITION

SITUATIONS ET MOUVEMENTS RUBRIQUES	NATURE DU CONTRAT (I ; M ; A) (1)	MONTANT BRUT A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE 31/12/2021	Acquisitions apports créations	Virements de poste à poste	Suite à une réévaluation pratiquée au cours de l'exercice	Cessions Scissions Hors service	Virements de poste à poste	MONTANT BRUT A CLOTURE DE L'EXERCICE 31/12/2022
Brevets, licences, logiciels, et droits similaires		0	0	0	0	0	0	0
Fonds commercial et droit au bail		0	0	0	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles		0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL: IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		0	0	0	0	0	0	0
Terrains		0	0	0	0	0	0	0
Bâtiments		0	0	0	0	0	0	0
Aménagements, agencements et installations		0	0	0	0	0	0	0
Matériel, mobilier et actifs biologiques		0	0	0	0	0	0	0
Matériel de transport	M	1 189 727 454	0	0	0	0	0	1 189 727 454
SOUS TOTAL : IMMOBILISATIONS CORPORELLES		1 189 727 454	0	0	0	0	0	1 189 727 454
TOTAL GENERAL		1 189 727 454	0	0	0	0	0	1 189 727 454

[1] I : Crédit-bail immobilier ; M : Crédit-bail mobilier ; A : Autres contrats (dédoubler le poste si montants significatifs)

Commentaire : Indiquer la nature du bien, le nom du bailleur et la durée du bail.

PAD* Il s'agit de lots de véhicules acquis en 2019 chez Cami Toyota, et financés par la Société Générale Cameroun. La durée du bail est de 36 mois à compter de mars 2019 pour les premiers lots.

NOTE 3C : IMMOBILISATIONS (AMORTISSEMENTS)



Désignation entité : **PAD - RDD - DPS - RDR - RTC**
 Numéro d'identification : **M 069900009499 X**

Exercice clos le : **31/12/2022**
 Durée (en mois) : **12**

NOTE 3C IMMOBILISATIONS (AMORTISSEMENTS)

RUBRIQUES	SITUATIONS ET MOUVEMENTS	A	B	C	D= A+B-C
		AMORTISSEMENTS CUMULES A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE 31/12/2021	AUGMENTATIONS : DOTATIONS DE L'EXERCICE	DIMINUTIONS : Amortissements relatifs aux éléments sortis de l'actif	CUMUL DES AMORTISSEMENTS A LA CLOTURE DE L'EXERCICE 31/12/2022
Frais de développement et de prospection		0	0	0	0
Brevets, licences, logiciels, et droits similaires		3 649 382 533	1 239 704 979	0	4 889 087 512
Fonds commercial et droit au bail		0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles		0	0	0	0
SOUS TOTAL: IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		3 649 382 533	1 239 704 979	0	4 889 087 512
Terrains hors immeuble de placement		0	0	0	0
Terrains - immeuble de placement		0	0	0	0
Bâtiments hors immeuble de placement		50 953 110 377	2 723 352 889	0	53 676 463 266
Bâtiments - immeuble de placement		0	0	0	0
Aménagements, agencements et installations		15 120 716 424	1 621 948 483	0	16 742 664 907
Matériel, mobilier et actifs biologique		11 427 279 294	2 722 125 061	0	14 149 404 355
Matériel de transport		46 599 469 252	3 710 886 060	0	50 310 355 312
SOUS TOTAL : IMMOBILISATIONS CORPORELLES		124 100 575 347	10 778 312 493	0	134 878 887 840
TOTAL GENERAL		127 749 957 880	12 018 017 472	0	139 767 975 352

0

Commentaire :

PAD* Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire.

Les taux d'amortissements sont variables et fonction de la nature de l'immobilisation. Ils vont de 3,33 % pour les quais à 50% pour les verreries, ustensiles et vaisselles. 25% pour le matériel de transport, le matériel informatique, le mobilier de bureau, 33% pour les licences et 100% pour le mobilier de bureau et les licences.

RTC* Les immobilisations sont amorties selon le système de l'amortissement linéaire

RDR* Au 31/12/2021, les amortissements par composant devaient être régularisés en 2022, et au courant 2022, la décomposition des immobilisations a été faite et reste en attente de l'appréciation du Directeur Délégué.

NOTE 3D : IMMOBILISATIONS : PLUS-VALUES ET MOINS VALUE DE CESSION



Désignation entité : PAD - RDD - DPS - RDR - RTC

Exercice clos le : 31/12/2022

Numéro d'identification : M 069900009499 X

Durée (en mois) : 12

NOTE 3D

IMMOBILISATIONS : PLUS-VALUES ET MOINS VALUES DE CESSION

SITUATIONS ET MOUVEMENTS	MONTANT BRUT	AMORTISSEMENTS PRATIQUES	VALEUR COMPTABLE NETTE	PRIX DE CESSION	PLUS-VALUE OU MOINS-VALUE
	A	B	C= A-B	D	E= D- C
Frais de développement et de prospection	0	0	0	0	0
Brevets, licences, logiciels, et droits similaires	0	0	0	0	0
Fonds commercial et droit au bail	0	0	0	0	0
Autres immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL: IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	0	0	0	0	0
Terrains	0	0	0	0	0
Bâtiments	0	0	0	0	0
Aménagements, agencements et installations	0	0	0	0	0
Matériel, mobilier et actifs biologique	0	0	0	1 518 449	1 518 449
Matériel de transport	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL : IMMOBILISATIONS CORPORELLES	0	0	0	1 518 449	1 518 449
Titres de participations	0	0	0	0	0
Autres immobilisations financières	0	0	0	145 228 222	145 228 222
SOUS TOTAL : IMMOBILISATIONS FINANCIERES	0	0	0	145 228 222	145 228 222
TOTAL GENERAL	0	0	0	146 746 671	146 746 671

Commentaire :

PAD*La diminution des autres immobilisations financières de FCFA 140 millions concerne le remboursement des avances accordées au personnel.

NOTE 4 : IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Désignation entité : PAD - RDD - DPS - RDR - RTC
 Numéro d'identification : M 069900009499 X

Exercice clos le : 31/12/2022
 Durée (en mois) : 12



**NOTE 4
 IMMOBILISATIONS FINANCIERES**

Libellés	31/12/2022	31/12/2021	Variation en %	Créances à un an au plus	Créances à plus d'un an et à deux ans au plus	Créances à plus de deux ans
Titres de participation	5 386 740 000	5 386 740 000	0,00%	0	0	5 386 740 000
Prêts et créances	0	0	N/A	0	0	0
Prêt au personnel	397 515 437	274 965 472	45%	397 515 437	0	0
Créances sur l'état	0	0	N/A	0	0	0
Titres immobilisés	22 000 000 000	20 000 000 000	10%	0	0	22 000 000 000
Dépôts et cautionnements	2 931 941 042	2 618 802 352	12%	0	0	2 931 941 042
Intérêts courus	88 219 180	0	N/A	88 219 180	0	0
TOTAL BRUT	30 804 415 659	28 280 507 824	9%	485 734 617	0	30 318 681 042
Dépréciations titres de participation	302 770 000	302 770 000	0%	0	0	302 770 000
Dépréciations autres immobilisations	0	0	N/A	0	0	0
TOTAL NET DE DEPRECIATION	30 501 645 659	27 977 737 824	9%	485 734 617	0	30 015 911 042

Liste des filiales et participations:

Dénomination sociale	Localisation (ville / pays)	Valeur d'acquisition	% Détenu	Montant des capitaux propres filiale	Résultat dernier exercice filiale
TITRES S E P B C	Douala / Cameroun	55 480 000	19,00%	0	0
TITRES S C D P	Douala / Cameroun	350 000 000	10,00%	0	0
TITRES SIMAR	Douala / Cameroun	300 000 000	28,50%	0	0
TITRES C N I C	Douala / Cameroun	4 188 490 000	22,23%	0	0
TITRES D.I.T SA	Douala / Cameroun	240 000 000	6,00%	0	0
TITRES PARTICIPATION BOLUDA C.	Douala / Cameroun	2 770 000	18,00%	0	0
TITRES PARTICIPATION SMID	Douala / Cameroun	200 000 000	0,20%	0	0
TITRES PARTICIPATION SEDO	Douala / Cameroun	25 000 000	0,00%	0	0
TITRES PARTICIPATION DLA MOOR	Douala / Cameroun	25 000 000	0,00%	0	0

Commentaire :

Les titres de participation sont stables d'un exercice à l'autre.

Légère augmentation des prêts au personnel en 2022 en comparaison du solde à fin 2021.

Les titres immobilisés de FCFA 20 milliards correspondent aux obligations de l'Etat en paiement de la dette croisée.

Les cautions sont constituées de :

* caution AFB (2 470 millions) ;

* caution douane sur marché jan de nul (429 millions), location residence DG (16 millions), SAC/SDCA et caution provisionnée (3,6 millions).

Les dépréciations concernent les titres de la société SIMAR qui est en liquidation, et BOLUDA qui est en cessation d'activité.

RTC* Au courant de l'exercice 2022, la REGIE DU TERMINAL A CONTENEURS, a souscrit à un emprunt obligataire lancé par l'état du Cameroun, acquérant ainsi des titres pour une valeur de FCFA 2 000 000 000.

RDR* Le montant de 478 416 concerne la caution déposée auprès de l'opérateur téléphonique ORANGE CAMEROUN pour la flotte du personnel (265 : 208) et des directeurs délégués (213 208).

NOTE 5: ACTIF CIRCULANT HAO

Désignation entité : PAD - RDD - DPS - RDR - RTC

Exercice clos le : 31/12/2022

Numéro d'identification : M 069900009499 X

Durée (en mois) : 12



NOTE 5 ACTIF CIRCULANT HAO

Libellés	31/12/2022	31/12/2021	Variation en %
Créances sur cessions d'immobilisations	318 589 647	462 332 498	-31%
Autres créances hors activités ordinaires	0	0	N/A
TOTAL BRUT	318 589 647	462 332 498	-31%
Dépréciations des créances HAO	0	0	N/A
TOTAL NET DE DEPRECIATION	318 589 647	462 332 498	-31%

Commentaire:

- Commenter toute variation significative.
- Dépréciation : indiquer les événements et les circonstances qui ont motivé la dépréciation ou la reprise.

DETTES CIRCULANTES HAO

Libellés	31/12/2022	31/12/2021	Variation en %
Fournisseurs d'investissements	773 221 373	226 491 272	241%
Fournisseurs d'investissements effets à payer	0	0	N/A
Versements restant à effectuer sur titres de participation et titres immobilisés non libérés	0	0	N/A
Autres dettes hors activités ordinaires	0	0	N/A
TOTAL	773 221 373	226 491 272	241%

Commentaire :

PAD* Il s'agit de soldes anciens qui proviendraient de mauvaises imputations d'écritures.

Ces montants seront apurés au terme de l'opération d'assainissement général de la comptabilité en cours.

* **pour la RDD** 'FCFA : 14 millions): des encours de dettes fournisseurs.

NOTE 6 : STOCKS ET EN COURS

Désignation entité : PAD - RDD - DPS - RDR - RTC
 Numéro d'identification : M 069900009499 X

Exercice clos le : 31/12/2022
 Durée (en mois) : 12



NOTE 6 STOCKS ET EN COURS (1)

Libellés	31/12/2022	31/12/2021	Variation en %
Marchandises	0	0	N/A
Matières premières et fournitures liées	0	0	N/A
Autres approvisionnements	2 701 014 580	679 229 548	298%
Produits en cours	0	0	N/A
Services en cours	0	0	N/A
Produits finis	0	0	N/A
Produits intermédiaires	0	0	N/A
Stocks en cours de route, en consignation ou en dépôt	0	0	N/A
TOTAL BRUT STOCKS ET EN COURS	2 701 014 580	679 229 548	298%
	0	0	
Dépréciations des Stocks	192 947 234	183 688 600	5%
TOTAL NET DE DEPRECIATION	2 508 067 346	495 540 948	406%

(1) Les stocks H.A.O. seront inscrits dans l'actif circulant H.A.O. que lorsque leur montant total est significatif (supérieur à 5 % du total de l'actif circulant).

Commentaire :

PAD* Conformément à la réglementation en vigueur, l'inventaire des stocks au 31/12/2022 a été réalisé. Les résultats y relatifs sont pris en compte. L'augmentation de stocks s'explique par des livraisons importantes enregistrées en fin d'années. (FCFA: 730 millions), la prise en compte du stock

RTC* les stocks sont essentiellement des pièces détachées de FCFA 1 130 739 684

De DPS* (FCFA: 26 millions) et de celui de la **RDD*** (FCFA : 35 millions).

NOTE 7 : CLIENTS

Désignation entité : PAD - RDD - DPS - RDR - RTC

Exercice clos le : 31/12/2022

Numéro d'identification : M 069900009499 X

Durée (en mois) : 12



NOTE 7 CLIENTS

Libellés	31/12/2022	31/12/2021	Variation en %	Créances à un an au plus	Créances à plus d'un an et à deux ans au plus	Créances à plus de deux ans
Clients (hors réserves de propriété Groupe)	79 022 125 536	75 316 674 720	5%	79 022 125 536	0	0
Clients effets à recevoir (hors réserves de propriété groupe)	31 867 165	31 867 165	0%	31 867 165	0	0
Clients et effets à recevoir avec réserves de propriété	0	0	N/A	0	0	0
Clients et effets à recevoir Groupe	45 421 969	571 264 380	-92%	45 421 969	0	0
Créances sur cession d'immobilisations	0	0	N/A	0	0	0
Clients effets escomptés et non échus	0	0	N/A	0	0	0
Créances litigieuses ou douteuses	5 084 190 359	5 016 251 252	1%	5 084 190 359	0	0
Clients produits à recevoir	2 800 387 294	1 806 445 168	55%	2 800 387 294	0	0
TOTAL BRUT CLIENTS	86 983 992 323	82 742 502 685	5,1%	86 983 992 323	0	0
Dépréciations des comptes clients	34 351 186 402	34 283 247 295	0%	34 351 186 402	0	0
TOTAL NET DE DEPRECIATION	52 632 805 921	48 459 255 390	9%	129 219 756 378	0	0
Clients, avances reçues hors groupe	10 564 820 733	11 036 434 051	-4%	10 564 820 733	0	0
Clients, avances reçues groupe	1 022 623 704	863 668 686	18%	1 022 623 704	0	0
Autres clients créditeurs	3 743 643 716	3 954 338 180	-5%	3 743 643 716	0	0
TOTAL CLIENTS CREDITEURS	15 331 088 153	15 854 440 917	-3,3%	15 331 088 153	0	0

Commentaire :

PAD* L'augmentation de stocks s'explique par des livraisons importantes enregistrées en fin d'années. Le poste clients subit une augmentation de 2%, soit en FCFA 1 597 millions.

Les 4 principaux clients en compte représentant 49% du solde clients sont (en millions de FCFA) : DIT = 22 980 ; CNIC = 5 908 ; GPAC = 3 163 ; SCDP = 3 913.

Les provisions sont constituées des clients inactifs, les facturations contestées, et les effets revenus impayés.

Les produits à recevoir intègrent les données des régies RDD et RDR.

La variation à la baisse des clients créditeurs n'augmentation de 8,7% s'explique principalement par le remboursement de l'avance reçue de la RTC de FCFA 8 milliards en décembre 2021.

RTC* Les Créances envers les clients au 31 décembre 2022 de FCFA 4 438 919 502 Elle concerne principalement les clients: MAERSK CAMEROUN FCFA 1 446 458 943

MSC CAMEROUN SA FCFA 640 580 347 et PACIFIC INTERNATIONAL LINE (PIL) FCFA 560 905 357

RDR* 1 698 114 626 XAF concerne les factures non encore réglées au 31/12/2022 et 88 190 782 XAF les factures non encore établies pour le compte de l'exercice 2022. 6 224 645 XAF concerne les factures agées de plus de 180 jours ; 51 892 575 XAF concerne les factures agées de plus de 6 mois et d'un an au plus et 1 100 509 383 XAF concerne les factures agées de moins de 6 mois.

RDD* Les clients débiteurs hors groupe sont Immogest et Pukaly (FCFA : 597 millions). Le client débiteur douteux est la SCI de l'estuaire provisionné à 100% (FCFA : 68 millions).

Les avances groupe proviennent du PAD (FCFA : 1 022 millions), et les avances hors groupe sont de Immogest et Pukaly (FCFA : 197 millions).

NOTE 8 : AUTRES CREANCES

Désignation entité : **PAD - RDD - DPS - RDR - RTC** Exercice clos le : **31/12/2022**
 Numéro d'identification : **M 06990009499 X** Durée (en mois) : **12**



**NOTE 8
AUTRES CREANCES**

Libellés	31/12/2022	31/12/2021	Variation en %	Créances à un an au plus	Créances à plus d'un an et à deux ans au plus	Créances à plus de deux ans
Personnel	1 819 663 351	2 221 341 005	-18%	1 819 663 351	0	0
Organismes sociaux	34 829 755	41 312 015	-16%	34 829 755	0	0
Etat et Collectivités publiques	18 045 437 184	22 244 956 026	-19%	18 045 437 184	0	0
Organismes internationaux	0	0	N/A	0	0	0
Apporteurs, associés et groupe	0	177 618 672	-100%	0	0	0
Compte transitoire ajustement spécial lié à la révision du SYSCOHADA	0	2 008 934 861	-100%	0	0	0
Autres débiteurs divers	52 307 679 239	47 049 090 330	11%	52 307 679 239	0	0
Comptes permanents non bloqués des établissements et des succursales	0	0	N/A	0	0	0
Comptes de liaison charges et produits	0	0	N/A	0	0	0
Comptes de liaison des sociétés en participation	0	0	N/A	0	0	0
TOTAL BRUT AUTRES CREANCES	72 207 609 529	73 743 252 909	-2%	72 207 609 529	0	0
Dépréciations des autres créances	2 140 583 549	4 802 782 991	-55%	2 140 583 549	0	0
TOTAL NET DE DEPRECIATION	70 067 025 980	68 940 469 918	2%	70 067 025 980	0	0

Commentaire :

PAD* Les autres créances augmentent de 4% en net et s'explique davantage par :
 - les résultats de la poursuite du vaste chantier d'assainissement des comptes du PAD qui a débuté en 2018 ;
 - La reprise des Indemnités de fin de carrière à fin 2017 à étaler sur 5 ans pour FCFA 2 milliards.
 Toutefois, il a été convenu de maintenir en observation les deux comptes d'apurements débiteurs et créditeurs non soldés sur une période à définir (de 3 à 5 exercices).
 Après cette période, ils seront neutralisés et la différence sera portée en report à nouveau.

RTC* La variation du poste autres créances est essentiellement dû l'accroissement des autres débiteurs de FCFA 843 581 929

DPS* le crédit de TVA en instance de validation d'un montant de F CFA 414 millions.

RDD* le crédit de TVA en instance de validation d'un montant de F CFA 599 millions.

NOTE 9 : TITRES DE PLACEMENT

Désignation entité : PAD - RDD - DPS - RDR - RTC

Exercice clos le : 31/12/2022

Numéro d'identification : M 069900009499 X

Durée (en mois) : 12



NOTE 9 TITRES DE PLACEMENT

Libellés	31/12/2022	31/12/2021	Variation en %
Titres de trésor et bons de caisse à court terme	0	0	N/A
Actions	0	0	N/A
Obligations	0	0	N/A
Bons de souscription	0	0	N/A
Titres négociables hors régions	0	0	N/A
Intérêts courus	0	0	N/A
Autres valeurs assimilés	0	0	N/A
TOTAL BRUT TITRES	0	0	N/A
Dépréciations des titres	0	0	N/A
TOTAL NET DE DEPRECIATION	0	0	N/A

Commentaire :

- Justifier toute variation significative.
- Pour les titres cotés à une bourse de valeur : indiquer le nombre, le prix unitaire d'acquisition et le cours de la bourse au 31 décembre.
- Faire ressortir les actions ou parts propres et indiquer la date d'acquisition et le nombre de titres détenus
- Indiquer les événements et circonstances qui ont conduit à la dépréciation et à la reprise.

NOTE 10 : VALEURS A ENCAISSER

Désignation entité : PAD - RDD - DPS - RDR - RTC Exercice clos le : 31/12/2022
 Numéro d'identification : M 069900009499 X Durée (en mois) : 12



NOTE 10 VALEURS A ENCAISSER

Libellés	31/12/2022	31/12/2021	Variation en %
Effets à encaisser	0	0	N/A
Effets à l'encaissement	0	0	N/A
Chèques à encaisser	752 495 405	500 001 814	50%
Chèques à l'encaissement	0	0	N/A
Cartes de crédit à encaisser	0	0	N/A
Autres valeurs à encaisser	0	0	N/A
TOTAL BRUT VALEURS A ENCAISSER	752 495 405	500 001 814	50%
Dépréciations des valeurs à encaisser	-47 207 012	-47 207 012	0%
TOTAL NET DE DEPRECIATION	705 288 393	452 794 802	56%

Commentaire :

PAD* Il s'agit des Chèques revenus impayés à la clôture de l'exercice.

Un inventaire physique des chèques a été effectué, et le résultat est matérialisé dans les comptes.

L'augmentation nette des valeurs à encaisser de 70% correspond à l'enregistrement de nouveaux chèques revenus émis principalement par les clients DSI MARINE (150 millions) et DPWS (100 millions).

RTC*Ce poste d'un montant de FCFA 96 840 354 comprend les chèques reçus des clients en règlement de leurs factures non encore déposés à la banque pour encaissement au 31 décembre 2022.

NOTE 11 : BANQUES, CHEQUES POSTAUX ET CHEQUES

Désignation entité : PAD - RDD - DPS - RDR - RTC
 Numéro d'identification : M 069900009499 X

Exercice clos le : 31/12/2022
 Durée (en mois) : 12



NOTE 11 DISPONIBILITES

Libellés	31/12/2022	31/12/2021	Variation en %
Banques locales	18 848 563 016	22 319 170 954	-16%
Banques autres états région	199 089 136	353 232 036	-44%
Banques, dépôt à terme	58 607 010 000	22 007 000 000	166%
Autres Banques	0	0	N/A
Banques intérêts courus	751 784 415	249 095 277	202%
Chèques postaux	0	0	N/A
Autres établissements financiers	112 502 540	112 502 540	0%
Etablissement financiers intérêts courus	0	0	N/A
Instruments de trésorerie	467 250	467 250	0%
Caisse	21 776 632	31 201 527	-30%
Caisse électronique mobile	0	0	N/A
Régies d'avances et virements accreditifs	0	0	N/A
TOTAL BRUT DISPONIBILITES	78 541 192 989	45 072 669 584	74%
Dépréciations	0	0	N/A
TOTAL NET DE DEPRECIATIONS	78 541 192 989	45 072 669 584	74%

Commentaire :

PAD* L'évolution de 136% des disponibilités provient essentiellement d'un nouveau DAT constitué à Banque Atlanque dont le solde au 31/12/2022 est de FCFA 30 milliards et des intérêts y relatifs ; ces ressources résultent de l'opération de rachat de la quatrième dette croisée qui a permis de mobiliser 76 milliards de cash.

Le détail de ce poste est le suivant :

- BACM pour FCFA 30 000 millions
- BICEC pour FCFA 2 500 millions
- CBC pour FCFA 5 500 millions
- SGC pour FCFA 4 407 millions
- Afriland pour FCFA 3 500 millions.
- SCB pour FCFA 1 100 millions

Les comptes bancaires des autres Etats de la région sont localisés au Tchad et en RCA.

Toutes les caisses ont fait l'objet d'un inventaire à la clôture de l'exercice.

RTC* Les dépôts à termes au encours à la clôture de l'exercice s'élèvent à **FCFA 11, 6 milliards** et se détaille comme suit :

AFRILAND FIRST BANK : FCFA 5 milliards ;

BANQUE ATLANTIQUE : FCFA 6,600 milliards.

RDR* Le Solde en banque au 31/12/2022 : 644 949 841 XAF; solde théorique en caisse au 31/12/2022 : 495 108 XAF. Les états de rapprochement bancaire ont été élaborés et un inventaire de caisse réalisé au 31/12/2022

DPS* des disponibilités bancaire à la AFB de FCFA : 295 millions.

RDD* des diponibilité bancaires à la CBC de FCFA : 36 millions.

Toutes les caisses ont fait l'objet d'un inventaire à la clôture de l'exercice.

NB : Banques et intérêts courus et Etablissement financiers intérêts courus figurent dans cette rubrique en négatif si le compte principal attaché est débiteur

NOTE 12 : ECARTS DE CONVERSION

Désignation entité : PAD - RDD - DPS - RDR - RTC

Exercice clos le : 31/12/2022

Numéro d'identification : M 069900009499 X

Durée (en mois) : 12



NOTE 12 ECARTS DE CONVERSION

Libellés	Devises	Montant en devises	Cours UML Année acquisition	Cours UML 31/12	Variation en valeur absolue
Ecarts de conversion actif : détailler les créances et dettes concernées					
0	0	0	0	0	0
0	0	0	0	0	0
Ecart de conversion passif : détailler les créances et dettes concernées					
0	0	0	0	0	0
0	0	0	0	0	0
0	0	0	0	0	0
0	0	0	0	0	0

Commentaire :

- Faire un commentaire.

TRANSFERTS DE CHARGES

Libellés	Année N	Année N-1	Variation en %
Transferts de charges d'exploitation : détailler la nature des charges transférer			
ASSURANCE MALADIE	386 244 570	318 835 600	21%
TROP PERÇU SUR SALAIRE	6 045 307	4 286 478	41%
AUTRES TRANSFERT CHARGES	268 788 876	31 532 429	752%
FRAIS RESTAU CANT A RECUP	23 748 234	49 780 825	-52%
TRANSF.CHARGES EXPL(GAIN DE CH	0	0	N/A
Transferts de charges financières : détailler la nature des charges transférer			
INTERETS SUR EMPRUNTS	0	1 226 813 638	-100%
0	0	0	N/A
0	0	0	N/A
0	0	0	N/A

Commentaire :

PAD* Il s'agit de la quote-part des charges d'exploitation supportée par le personnel.

Les intérêts proviennent de l'activation des frais financiers sur divers emprunts contractés pour financer la production des immobilisations.

NOTE 13 : CAPITAL

Désignation entité : PAD - RDD - DPS - RDR - RTC

Exercice clos le : 31/12/2022

Numéro d'identification : M 069900009499 X

Durée (en mois) : 12

**NOTE 13
CAPITAL**

Valeur nominale des actions ou parts :

Nom et prénoms	Nationalité	Nature des actions ou parts (Ordinaires ou préférences)	Nombre	Montant total	Cessions ou remboursements en cours d'exercice
ETAT DU CAMEROUN	Camerounaise	Capital souscrit	0	18 902 000 000	0
ETAT DU CAMEROUN	Camerounaise	Dotation initiale	0	11 673 553 255	0
0	0	0	0	0	0
0	0	0	0	0	0
0	0	0	0	0	0
0	0	0	0	0	0
0	0	0	0	0	0
0	0	0	0	0	0
Apporteurs, capital non appelé				0	
TOTAL			0	30 575 553 255	0

Commentaire :

RAS

NOTE 14 : PRIMES ET RESERVES

Désignation entité : **PAD - RDD - DPS - RDR - RTC**
 Numéro d'identification : **M 069900009499 X**

Exercice clos le : **31/12/2022**
 Durée (en mois) : **12**



NOTE 14 PRIMES ET RESERVES

Libellés	31/12/2022	31/12/2021	Variation en valeur absolue
Prime d'apport	0	0	0
Primes d'émission	0	0	0
Prime de fusion	0	0	0
Prime de conversion	0	0	0
Autres primes	0	0	0
TOTAL PRIMES	0	0	0
Réserves légales	3 721 070 104	3 073 722 154	647 347 950
Réserves statutaires	0	0	0
Réserves de plus-values nettes à long terme	0	0	0
Réserves d'attribution gratuite d'actions au personnel salarié et aux dirigeants	0	0	0
Autres réserves réglementées	0	0	0
TOTAL RESERVES INDISPONIBLES	3 721 070 104	3 073 722 154	647 347 950
Fonds de renouvellement	1 402 598 957	1 402 598 957	0
Résultat en attente d'affectation	0	0	0
Report à nouveau	44 455 393 387	24 721 918 174	19 733 475 213

Commentaire :

PAD* Les variations proviennent de l'affectation du résultat de l'exercice 2021 suite à la décision de la Présidence de la République conformément aux textes en vigueur.

Toutefois, il faut relever l'augmentation du Report à Nouveau du PAD (FCFA 4 328 millions) est atténuée par les déficits enregistrés à **DPS** (FCFA 1 774 millions) et **RDD** (FCFA 1 263 millions) en 2021.

NOTE 15 A : TOTAL SUBVENTIONS ET PROVISIONS REGLEMENTEES

Désignation entité :

PAD - RDD - DPS - RDR - RTC

Exercice clos le : 31/12/2022

Numéro d'identification :

M 069900009499 X

Durée (en mois) : 12



NOTE 15 A

TOTAL SUBVENTIONS ET PROVISIONS REGLEMENTEES

Libellés	NOTE	31/12/2022	31/12/2021	Variation en valeur absolue	Variation en %	Régime fiscal	Échéances
État	0	90 531 423 919	29 909 976 576	60 621 447 343	203%	0	0
Régions	0	0	0	0	N/A	0	0
Départements	0	0	0	0	N/A	0	0
Communes et collectivités publiques décentralisées	0	0	0	0	N/A	0	0
Entités publiques ou mixtes	0	0	0	0	N/A	0	0
Entités et organismes privés	0	0	0	0	N/A	0	0
Organismes internationaux	0	294 291 301	360 037 966	-65 746 665	-18%	0	0
Autres	0	0	0	0	N/A	0	0
TOTAL SUBVENTIONS		90 825 715 220	30 270 014 542	60 555 700 678	200%		
Amortissements dérogatoires	0	0	0	0	N/A	0	0
Plus-value de cession à réinvestir	0	0	0	0	N/A	0	0
Provision spéciale de réévaluation	3E	0	0	0	N/A	0	0
Provisions réglementées relatives aux immobilisations	0	0	0	0	N/A	0	0
Provisions réglementées relatives aux stocks	0	0	0	0	N/A	0	0
Provisions pour investissement	0	0	0	0	N/A	0	0
Autres provisions et fonds réglementées	0	0	0	0	N/A	0	0
TOTAL PROVISIONS REGLEMENTEES		0	0	0	N/A		
TOTAL SUBVENTIONS ET PROVISIONS REGLEMENTEES		90 825 715 220	30 270 014 542	60 555 700 678	200%		

Commentaire:

PAD*les subventions augmentent globalement de 200% du fait de la traduction des conclusions de la quatrième dette croisée ETAT-PAD qui présentait un solde en faveur du PAD de FCFA 76 694 365 103 après compensation des dettes réciproques.

La baisse des subventions de l'Etat provient de l'amortissement de l'exercice pour FCFA 7 610 millions.

Les subventions des organismes internationaux baissent de FCFA 66 millions du fait de leur amortissement.

NOTE 15 B : AUTRES FONDS PROPRES

Désignation entité : PAD - RDD - DPS - RDR - RTC
Numéro d'identification : M 069900009499 X

Exercice clos le : 31/12/2022
Durée (en mois) : 12



NOTE 15 B AUTRES FONDS PROPRES (1)

Libellés	NOTE	31/12/2022	31/12/2021	Variation en valeur absolue	Variation en %	Échéances
Titres participatifs	0	0	0	0	N/A	0
Avances conditionnées	0	0	0	0	N/A	0
Titres subordonnés à durée indéterminée (T.S.D.I.)	0	0	0	0	N/A	0
Obligations remboursables en actions (O.R.A.)	0	0	0	0	N/A	0
Autres	0	0	0	0	N/A	0
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES		0	0	0	0	

(1) Le cas échéant, une rubrique "Autres fonds propres" (montant des émissions de titres participatifs, avances conditionnées, ...) sur une ligne séparée est intercalée entre les rubriques

"TOTAL CAPITAUX PROPRES ET RESSOURCES ASSIMILEES" et "emprunts et dettes financières" si le montant des autres fonds propres est significatif.

Commentaire:

Justifier l'inscription de ces dettes dans une rubrique spécifique du passif du bilan "autres fonds propres" (faible probabilité de remboursement, absence d'échéancier...) Justifier le caractère significatif du montant total de cette rubrique

Commenter toute variation significative

NOTE 16A : DETTES FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILEES

Désignation entité : **PAD - RDD - DPS - RDR - RTC**
 Numéro d'identification : **M 069900009499 X**

Exercice clos le : **31/12/2022**
 Durée (en mois) : **12**



NOTE 16 A
DETtes FINANCIERES ET RESSOURCES ASSIMILES

Libellés	31/12/2022	31/12/2021	Variation en valeur absolue	Variation en %	Dettes à un an au plus	Dettes à plus d'un an et à deux ans au plus	Dettes à plus de deux ans
Emprunts obligataires	0	0	0	N/A	0	0	0
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	20 690 339 555	26 334 865 673	-5 644 526 118	-21%	0	0	20 690 339 555
Avances reçues de l'Etat	0	-346 911 595	346 911 595	-100%	0	0	0
Avances reçues et comptes courants bloqués	0	0	0	N/A	0	0	0
Dépôts et cautionnements reçus	98 048 350	100 627 899	-2 579 549	-3%	0	0	98 048 350
Intérêts courus	1 885 763 284	1 845 275 926	40 487 358	2%	0	0	1 885 763 284
Avances assorties de conditions particulières	0	0	0	N/A	0	0	0
Autres emprunts et dettes	11 724 514 414	14 074 421 819	-2 349 907 405	-17%	0	0	11 724 514 414
Dettes liées à des participations	0	0	0	N/A	0	0	0
Comptes permanents bloqués des établissements et succursales	0	0	0	N/A	0	0	0
TOTAL EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES	34 398 665 603	42 008 279 722	-7 609 614 119	-18%	0	0	34 398 665 603
Crédit bail immobilier	0	0	0	N/A	0	0	0
Crédit bail mobilier	23 794 549	370 864 480	-347 069 931	-93,58%	0	23 794 549	0
Location vente	0	0	0	N/A	0	0	0
Intérêts courus	0	166 275	-166 275	-100,00%	0	0	0
Autres dettes de location acquisition	0	0	0	N/A	0	0	0
TOTAL DETTES DE LOCATION ACQUISITION	23 794 549	371 030 755	-347 236 206	-1	0	23 794 549	0
Provisions pour litiges	2 411 376 439	2 498 525 661	-87 149 222	-3%			
Provisions pour garantie données aux clients	0	0	0	N/A			
Provisions pour pertes sur marchés à achèvement futur	0	0	0	N/A			
Provisions pour perts de change	0	0	0	N/A			
Provisions pour impôts	0	0	0	N/A			
Provisions pour pensions et obligations assimilées	9 983 278 186	10 154 469 884	-171 191 698	-2%			
Actif du régime de retraite	0	0	0	N/A			
Provisions pour restructuration	0	0	0	N/A			
Provisions pour amendes et pénalités	104 700 000	1 506 398 047	-1 401 698 047	-93%			
Provisions de propre assureur	0	0	0	N/A			
Provisions pour démantèlement et remise en état	667 742 034	0	667 742 034	N/A			
Provisions de droits à déduction	0	0	0	N/A			
Autres provisions	595 249 541	1 923 979 797	-1 328 730 256	-69,06%			
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	13 762 346 200	16 083 373 389	-2 321 027 189	-14%			

Commentaire :

PAD* 0 0

La diminution des emprunts bancaires est de FCFA 5 645 millions, soit 21%.
 Les emprunts à la fin de la période de FCFA 20 690 millions sont constitués de :
 (i) SGC 270 millions,
 (ii) Afriland 7 330 millions,
 (iii) BICEC 3 563 millions,
 (iv) KFW 2 590 millions,
 (v) SCB 5 000 millions,
 (vi) AFD 2 252 millions.

Le crédit bail mobilier porte sur les véhicules acquis en mars 2019. Le solde au 31/12/2022 correspond à la valeur résiduelle de levée de l'option d'achat desdits véhicules.

La diminution du poste correspond au montant du crédit remboursé en 2022.

Les provisions pour litiges concernent les affaires en justice à différents degrés de juridiction.

Les provisions pour pensions et obligations similaires concernent les indemnités de fin de carrière pour FCFA 9 667 millions,

soit une diminution de FCFA 336 millions au titre de 2022 qui s'explique par une proposition importante du personnel jeunes.

La diminution du poste provision pour amendes et pénalités s'explique par la reprise des provisions sur pénalités issues de la VGC 2017, 2018 et 2019 dotée en 2021.

RTC* Les Provisions pour risques et charges dont le solde est de FCFA 2 407 916 930 au 31 décembre 2022 est essentiellement constitué de:

Sommes encaissées par la RTC sur les prestations réalisées par DIT de FCFA 1 131 777 263
 Provision relative aux immobilisations de la DIT réquisitionnées FCFA 667 742 034

RDR*FCFA 78 181 571 concerne le montant total des biens mis à la disposition de la RDR par le PAD au 01/01/2021 dont 35 000 000 XAF correspondent aux stocks des pièces détachées, 26 990 296 XAF au stock de Gasoil dans les remorqueurs au 01/01/2021, 6 026 895 XAF au matériel et mobilier de bureau, 4 958 225 XAF aux véhicules et 5 206 155 XAF aux conteneurs. 146 397 900 XAF concerne la provision pour Indemnités de Fin de Carrière, 258 876 765 XAF concerne la provision pour litige lié à l'avarie du propulseur du remorqueur Manga Bell : 229 358 700 XAF et le litige lié à l'accident survenu entre le remorqueur Coco et le navire MT Leon Herc en 2021 : 29 518 065 XAF. 104 700 000 XAF concerne la provision pour indemnités de fonction des membres du Conseil d'Administration du PAD : 48 000 000 XAF; indemnité de fonction des membres du Conseil de Supervision de la RDR : 11 200 000 XAF et la provision pour les primes de résultats ou d'intéressement des dirigeants et du personnel de la RDR : 45 500 000 XAF
 Les autres provisions de FCFA 665 millions se rapportent au coût de révision réglementaire des dragues de la RDD.

En effet, au regard de la pratique du secteur d'activités, les dragues doivent faire l'objet d'une révision réglementaire au moins deux fois tous les 5 ans.

**NOTE 16B : ENGAGEMENTS DE RETRAITE ET AVANTAGES ASSIMILES
(METHODE ACTUARIELLE)**

Désignation entité : PAD - RDD - DPS - RDR - RTC

Exercice clos le : 31/12/2022

Numéro d'identification : M 069900009499 X

Durée (en mois) : 12



**NOTE 16 B
ENGAGEMENTS DE RETRAITE ET AVANTAGES ASSIMILES**

HYPOTHESES ACTUARIELLES		
Libellés	31/12/2022	31/12/2021
Taux d'augmentation des salaires	2,00%	2,00%
Taux d'actualisation	3,50%	3,50%
Taux d'inflation	0,00%	0,00%
Probabilité d'être présent dans l'entité à la date de départ à la retraite (expérience passée)	TABLE 20146 (*)	TABLE 20146 (*)
Probabilité d'être en vie à l'âge de départ à la retraite (table de mortalité)	CIMA F	CIMA F
Taux de rendement effectif des actifs du régime	3,50%	3,50%

(*) : table avec taux de départ de 2 % jusqu'à 45 ans et de 1% à partir de 46 ans

Commentaire :

Commenter les variations d'hypothèses actuarielles utilisées pour le calcul des engagements de retraite et avantages assimilés.

VARIATION DE LA VALEUR DE L'ENGAGEMENT DE RETRAITE AU COURS DE L'EXERCICE		
Libellés	Année N	Année N-1
Obligation au titre des engagements de retraite à l'ouverture	10 263 616 468	10 208 512 620
Coût des services rendus au cours de l'exercice	724 677 665	860 339 180
Coût financier	359 226 576	357 297 942
Pertes actuarielles / (gain)	-161 189 578	-204 034 123
Prestations payées au cours de l'exercice	-1 259 120 115	-958 499 150
Coût des services passés	0	0
Obligation au titre des engagements de retraite à la clôture	9 927 211 017	10 263 616 468

Commentaire :

Indiquer le montant de la charge par nature comptabilisée au cours de l'exercice

ANALYSE DE SENSIBILITE DES HYPOTHESES ACTUARIELLES				
Libellés	Année N		Année N-1	
	Augmentation	Diminution	Augmentation	Diminution
Taux d'actualisation (variation de ...%)	8 620 105 159	10 442 071 797	9 427 625 910	11 247 690 277
Taux de progression des salaires (variation de ...%)	10 447 282 366	8 601 083 179	11 252 881 638	9 408 563 922
Taux de départ du personnel (variation de ...%)	8 530 189 627	10 537 284 131	9 333 287 221	11 347 002 798

Commentaire :

Indiquer l'impact des variations obtenues sur le montant des engagements de retraite.

**NOTE 16B bis : ENGAGEMENTS DE RETRAITE ET AVANTAGES
ASSIMILES**

Désignation entité : PAD - RDD - DPS - RDR - RTC

Exercice clos le : 31/12/2022

Numéro d'identification : M 069900009499 X

Durée (en mois) : 12



**NOTE 16 B bis
ENGAGEMENTS DE RETRAITE ET AVANTAGES ASSIMILES**

ACTIF/PASSIF NET COMPTABILISE AU TITRE DES REGIMES FINANCES		
Libellés	31/12/2022	31/12/2021
Valeur actuelle de l'obligation résultant de régimes financés	-9 927 211 017	-10 263 616 468
Valeur actuelle des actifs affectés aux plans de retraite	9 927 211 017	10 263 616 468
Excédent / Déficit de régime	0	0

Commentaire :

Indiquer le montant comptabilisé au passif (ou actif) à la clôture de l'exercice.

VALEUR ACTUELLE DES ACTIFS DU REGIME				
Libellés	Année N		Année N-1	
	Rendement attendu	Juste valeur des actifs	Rendement attendu	Juste valeur des actifs
Actions	0,00%	0	0,00%	0
Obligations	0,00%	0	0,00%	0
Autres	3,50%	9 927 211 017	3,50%	10 263 616 468
Total	3,50%	9 927 211 017	3,50%	10 263 616 468

Commentaire :

Expliquer comment les taux de rendement par catégorie d'actifs et global ont été déterminés

Indiquer le montant des rendements réels des actifs affectés aux plans en N et N-1

NOTE 16C : ACTIFS ET PASSIFS EVENTUELS

Désignation entité :
Numéro d'identification :

PAD - RDD - DPS - RDR - RTC
M 069900009499 X

Exercice clos le : 31/12/2022
Durée (en mois) : 12



NOTE 16 C ACTIFS ET PASSIFS EVENTUELS

Libellés	31/12/2022	31/12/2021
Actif éventuel		
Litiges		
.....	0	0
.....	0	0
Passif éventuel		
Litiges		
NGONGO OTTOU	211 406 500	211 406 500
NOMO BAYALA	211 406 500	211 406 500
EKWALLA JACQUES	31 065 054	0
NGOULADJO MARTIN	47 305 200	47 305 200
Maitre NYOH TABI Emmanuel	127 600 000	127 600 000
TIMB TIMOTHEE	35 718 678	0
EYENGA PARFAITE	151 826 344	151 826 344
AZEGUE PIERRE	33 211 332	0
ATANGANA Jean	20 260 574	89 611 140
GWEI YAYA MARY ET AUTRES	30 996 000	0
DAME MBOME NEE EBEISE LYDIE	24 268 560	0
AUTRES	82 509 577	255 567 857
SOUS-TOTAL	1 007 574 319	1 094 723 541
Régularisation à nouveaux	0	0
TOTAL	1 007 574 319	1 094 723 541

Commentaire :

Décrire les principales caractéristiques des actifs / passifs éventuels, l'horizon de temps auquel les encaissements / décaissements sont attendus et les éventuels remboursements à percevoir.

Les passifs éventuels concernent les litiges sociaux pour lesquels les procédures judiciaires sont en cours.

NOTE 17 : FOURNISSEURS D'EXPLOITATION

Désignation entité : **PAD - RDD - DPS - RDR - RTC**
 Numéro d'identification : **M 069900009499 X**

Exercice clos le : **31/12/2022**
 Durée (en mois) : **12**



**NOTE 17
FOURNISSEURS D'EXPLOITATION**

Libellés	31/12/2022	31/12/2021	Variation en %	Dettes à un an au plus	Dettes à plus d'un an et à deux ans au plus	Dettes à plus de deux ans
Fournisseurs dettes en compte (hors groupe)	27 168 621 640	20 732 799 202	31%	27 168 621 640	0	0
Fournisseurs effets à payer (hors groupe)	0	0	N/A	0	0	0
Fournisseurs, dettes et effets à payer groupe	0	0	N/A	0	0	0
Fournisseurs factures non parvenues (hors groupe)	6 722 964 007	17 665 022 355	-61,94%	6 722 964 007	0	0
Fournisseurs factures non parvenues groupe	0	0	N/A	0	0	0
TOTAL FOURNISSEURS	33 891 585 647	38 397 821 557	-12%	33 891 585 647	0	0
Fournisseurs, avances et acomptes (hors groupe)	19 655 836 989	31 189 097 284	-37%	19 655 836 989	0	0
Fournisseurs, avances et acomptes groupe	0	0	N/A	0	0	0
Autres fournisseurs débiteurs	0	0	N/A	0	0	0
TOTAL FOURNISSEURS DEBITEURS	19 655 836 989	31 189 097 284	-37%	19 655 836 989	0	0

Commentaire :

PAD* La dette fournisseurs est en hausse de 29% du fait de la poursuite des travaux de sécurisation et de construction de diverses dessertes du domaines portuaire. le poste facture non parvenues baisse de 69% ; ce qui traduit une amélioration dans le traitement des dossiers d'engagements du PAD (délais, procédures, qualité du contenu, ect...)

La diminution du poste "fournisseurs avances et acomptes" de 42% est relative au remboursement des avances accordées aux prestataires dans le cadre de l'exécution des travaux qui leurs ont été confiés. Ledit remboursement est le fruit ou la conséquence de l'utilisation des ressources de l'opération de rachat de la dette croisée pour le paiement des factures fournisseurs.

RTC* Les dettes fournisseurs d'exploitation s'élèvent à FCFA 2 793 289 149 composées de la dette en vers les fournisseurs de FCFA 1 835 160 482 il s'agit principalement des fournisseurs au 31 décembre 2022,

TOTAL CAMEROUN FCFA 469 704 483
 CHANAS ASSURAN FCFA 394 037 603
 PAD PORT AUTONOME FCFA 212 420 930
 PROTECH DTP SU FCFA 77 808 542

RDR* Factures non reçues pour des commandes reçues en 2022 : 219 821 592 XAF dont PAD 167 594 282 XAF; Factures reçues et non réglées : 73 256 832 XAF. Sommes versées aux fournisseurs pour des prestations non encore fournies au 31/12/2022 : CNIC 13 383 214XAF; SOFIGES 87 744 567 et CHANAS 76 712 682; sommes versées aux fournisseurs pour des prestations reçues mais les factures non reçues au 31/12/2022 : CAMI 30 401 468 XAF

RDD* Les dettes fournisseurs d'exploitation s'élèvent à FCFA 966025848 il s'agit principalement des fournisseurs au 31 décembre 2022,

Neptune Oil (carburant) 437 360 000
 Ben't services (Armement navire) 25 641 896
 Chantier naval 28 062 412
 Engineering 55 549 989
 PAD (loyer, eau & électricité) 97 900 812
 Tractafic Equipment 21 666 314

DPS* Les dettes fournisseurs d'un montant de FCFA 22 918 493 sont en majeure partie constituées de les honoraires à payer au professionnel libéral MOORE STEPHENS pour un montant de FCFA 15 932 914.

NOTE 18 : DETTES FISCALES ET SOCIALES

Désignation entité :

PAD - RDD - DPS - RDR - RTC

Exercice clos le :

31/12/2022

Numéro d'identification :

M 069900009499 X

Durée (en mois) :

12



NOTE 18 DETTES FISCALES ET SOCIALES

Libellés	31/12/2022	31/12/2021	Variation en %	Dettes à un an au plus	Dettes à plus d'un an et à deux ans au plus	Dettes à plus de deux ans
Personnel avances et acomptes	93 915 350	653 568 106	-86%	93 915 350	0	0
Personnel rémunérations dues	56 704 717	48 714 588	16%	56 704 717	0	0
Autres personnel	854 628 139	967 764 856	-12%	854 628 139	0	0
Caisse de sécurité sociale	1 002 020 970	951 073 172	5%	1 002 020 970	0	0
Caisse de retraite	0	0	N/A	0	0	0
Autres organismes sociaux	80 736 929	681 218 723	-88%	80 736 929	0	0
TOTAL DETTES SOCIALES	2 088 006 105	3 302 339 445	-37%	2 088 006 105	0	0
Etat, impôts sur les bénéfices	10 514 904 136	10 691 562 187	-2%	10 514 904 136	0	0
Etat, impôts et taxes	2 128 186 321	2 941 228 787	-28%	2 128 186 321	0	0
Etat, TVA	17 995 914 849	13 771 656 233	31%	17 995 914 849	0	0
Etat, impôts retenus à la source	2 014 935 009	1 830 342 076	10%	2 014 935 009	0	0
Autres dettes Etat	252 920 829	236 980 372	7%	252 920 829	0	0
TOTAL DETTES FISCALES	32 906 861 144	29 471 769 655	12%	32 906 861 144	0	0
TOTAL DETTES SOCIALES ET FISCALES	34 994 867 249	32 774 109 100	7%	34 994 867 249	0	0

Commentaire :

PAD* la diminution globale de ce poste s'explique par la poursuite du vaste chantier d'assainissement des comptes du PAD. L'impact ici résulte de l'alignement des soldes d'impôts y relatifs à ceux arrêtés par l'Administration Fiscale dans l'AMR 26602 découlant de la vérification générale de la comptabilité des exercices 2017, 2018 et 2019.

RTC* La dette fiscale et sociale est en baisse en 2022 soit FCFA 6 239 060 388 par rapport à 2021 la dette était de FCFA 8 664 618 645

RDR* Le solde IS payé en 2023 : 410 075 035 XAF; 364 354 706 XAF concerne la TVA sur factures impayées clients : 274 355 093 XAF, la TVA sur factures à établir (voir note 7):14 236 248 XAF, la TVA à payer sur déclaration de décembre 2022 : 60 650 182 XAF, la TVA à reverser : 9 444 610 XAF et la TVA retenue à la source sur règlement fournisseurs : 5 668 573; 5 668 573 concerne la TVA retenues sur les factures fournisseurs non encore réglées au 31/12/2022. 22 438 136 XAF concerne les retenues à la source sur salaires 13 575 669 XAF et sur les fournisseurs 8 862 467 XAF.86 820 078 XAF concerne la provision sur congés 2022 : 35 250 288 XAF et les charges à payer au personnel : 51 228 667 XAF (Prime de bilan 2022, prime d'inventaire 2022); 9 622 281 XAF concerne l'IMF de décembre payé en 2023 et 14 185 153 XAF concerne la CNPS décembre 2022 payée en 2023. 6 593 820 XAF concerne la retenue à la source de l'IRCM à payer.

RDD* La dette d'impôts est de FCFA 57 millions

DPS* FCFA 121 millions

A DPS et RDD, lesdits impôts se rapportent aux retenues à la source opérées sur le personnel et les fournisseurs.

NOTE 19 : AUTRES DETTES ET PROVISIONS POUR RISQUES A COURT TERME

Désignation entité : PAD - RDD - DPS - RDR - RTC
 Numéro d'identification : M 069900009499 X

Exercice clos le : 31/12/2022
 Durée (en mois) : 12



NOTE 19

AUTRES DETTES ET PROVISIONS POUR RISQUES A COURT TERME

Libellés	31/12/2022	31/12/2021	Variable en valeur absolue	Variation en %	Dettes à un an au plus	Dettes à plus d'un an et à deux ans au plus	Dettes à plus de deux ans
Organismes internationaux	0	0	0	N/A	0	0	0
Apporteurs, opérations sur le capital	0	0	0	N/A	0	0	0
Associés, compte courant	0	0	0	N/A	0	0	0
Associés dividendes à payer	1 000 000 000	8 258 713 338	-7 258 713 338	-88%	1 000 000 000	0	0
Groupe, comptes courants	0	0	0	N/A	0	0	0
Autres dettes associées	0	0	0	N/A	0	0	0
TOTAL DETTES ASSOCIES	1 000 000 000	8 258 713 338	-7 258 713 338	-88%	1 000 000 000	0	0
Créditeurs divers	76 412 387 791	72 025 760 488	4 386 627 303	6%	76 412 387 791	0	0
Obligataires	0	0	0	N/A	0	0	0
Rémunérations d'administrateurs	8 000 000	76 000 000	-68 000 000	-89%	0	0	0
Compte du factor	0	0	0	N/A	0	0	0
Versements restant à effectuer sur titres de placement non libérés	0	0	0	N/A	0	0	0
Compte transitoire ajustement spécial lié à la révision du SYSCOHADA	0	0	0	N/A	0	0	0
Autres créditeurs divers	8 558 572 082	10 866 736 342	-2 308 164 260	-21%	8 558 572 082	0	0
TOTAL CREDITEURS DIVERS	84 978 959 873	82 968 496 830	2 010 463 043	2%	84 970 959 873	0	0
Comptes permanents non bloqués des établissements et des succursales	46 681 571	78 181 571	-31 500 000	-40%	0	0	0
Comptes de liaison charges et produits	0	0	0	N/A	0	0	0
Comptes de liaison des sociétés en participation	0	0	0	N/A	0	0	0
TOTAL COMPTES DE LIAISON	46 681 571	78 181 571	-31 500 000	-40%	0	0	0
TOTAL AUTRES DETTES	86 025 641 444	91 305 391 739	-5 279 750 295	-6%	85 970 959 873	0	0
Provisions pour risques à court terme (voir note)	0	0	0	N/A	0	0	0

Commentaire :

PAD* La diminution globale du poste de 4% s'explique par le paiement du stock des dividendes dus à l'Etat sur les exercices 2013 à 2020 pour un montant de FCFA 8 258 713 338 et les mouvements de poste à poste résultant des travaux d'assainissements des comptes.

RTC* les autres dettes sont essentiellement constitués des provisions relatives aux consommations des stocks réquisitionnés de FCFA 1 557 490 796

Les consommations des stocks laissés par l'ex-concessionnaire ont une valeur comptable au 31 décembre 2022 de FCFA 1 557 490 796. Une dette à due concurrence a été comptabilisée vis-à-vis du PAD en attendant le dénouement du litige entre le PAD et l'ex concessionnaire.

RDD* Le poste créditeurs divers de FCFA 925 millions à RDD s'explique par les factures d'assistance technique du prestataire IHC.

DPS* Le compte de liaison PAD enregistre les avances de trésorerie effectuée par le PAD pour le compte de DPS. Ces avances sont passées de Franc CFA 2 139 250 000 en 2021 à Franc CFA 6 998 931 873 en 2022, soit une variation à la hausse de 4 859 681 873. Cette augmentation est due aux nouvelles avances octroyées au cours de l'exercice 2022.

NOTE 20 : BANQUES, CREDIT D'ESCOMPTE ET DE TRESORERIE

Désignation entité : PAD - RDD - DPS - RDR - RTC

Exercice clos le : 31/12/2022

Numéro d'identification : M 069900009499 X

Durée (en mois) : 12

**NOTE 20****BANQUES, CREDIT D'ESCOMPTE ET DE TRESORERIE**

Libellés	31/12/2022	31/12/2021	Variation en %
Escomptes de crédit de campagne	0	0	N/A
Escomptes de crédit ordinaires	0	0	N/A
TOTAL : BANQUES, CREDITS D'ESCOMPTE	0	0	N/A
Banques locales	3 556 727 995	2 331 393 768	53%
Banques autres états région	0	0	N/A
Autres Banques	0	0	N/A
Banques intérêts courus	0	0	N/A
Crédit de trésorerie	1 199 187 941	1 680 739 168	-29%
TOTAL: BANQUES, CREDITS DE TRESORERIE	4 755 915 936	4 012 132 936	19%
TOTAL GENERAL	4 755 915 936	4 012 132 936	19%

Commentaire :

L'augmentation de ce poste se rapporte aux les encours des avances de trésorerie accordées par AFB et CBC.

NB : Banques et intérêts courus figure dans cette rubrique si le compte principal attaché est créancier.

NOTE 21 : CHIFFRE D'AFFAIRES et AUTRES PRODUITS

Désignation entité : PAD - RDD - DPS - RDR - RTC

Exercice clos le : 31/12/2022

Numéro d'identification : M 069900009499 X

Durée (en mois) : 12



NOTE 21

CHIFFRE D'AFFAIRES et AUTRES PRODUITS

Libellés	31/12/2022	31/12/2021	Variation en %
Ventes dans la région	0	0	N/A
Ventes hors région	0	0	N/A
Ventes groupe	0	0	N/A
Ventes sur internet	0	0	N/A
TOTAL : VENTES MARCHANDISES	0	0	N/A
Ventes dans la région	930 720	0	N/A
Ventes hors région	0	0	N/A
Ventes groupe	0	0	N/A
Ventes sur internet	0	0	N/A
TOTAL : VENTES DE PRODUITS FABRIQUES	930 720	0	N/A
Ventes dans la région	123 223 589 550	127 989 027 786	-4%
Ventes hors région	6 607 959 603	0	N/A
Ventes groupe	0	0	N/A
Ventes sur internet	0	0	N/A
TOTAL : VENTES DE TRAVAUX ET SERVICES VENDUS	129 831 549 153	127 989 027 786	1%
Produits accessoires	1 693 884 427	307 348 742	451%
TOTAL : CHIFFRES D'AFFAIRES	131 526 364 300	128 296 376 528	3%
Production immobilisée	0	0	N/A
Subventions d'exploitation	14 439 211 164	0	N/A
Autres produits	4 006 867 628	4 414 016 277	-9%
TOTAL : AUTRES PRODUITS	18 446 078 792	4 414 016 277	318%
TOTAL	149 972 443 092	132 710 392 805	13%

Commentaire :

PAD* Malgré les crises sanitaires et économiques observées sur la période du fait de la COVID 19, de la guerre ukrainienne et de la fermeture des frontières internationales avec la Chine, le Chiffre d'Affaires a progressé de 6% grâce :

- aux opérations de transbordement du PAK au PAD,
- à l'entrée en facturation de nouvelles amodiations suite aux opérations de déguerpissement des populations occupant illégalement les sites d'Essenguè ;
- à l'accroissement du trafic des conteneurs à la RTC.

Les produits des subventions d'exploitations proviennent de la traduction des conclusions de la quatrième dette croisée ETAT-PAD signée en mai 2022 dans les comptes.

RTC* Au 31 décembre 2022, la RTC a enregistré un chiffre d'affaires de FCFA 54 326 246 168 contre FCFA 56 874 203 106 en 2021 et se détaille
 Bord 13 783 541 201
 Terre 31 512 909 033
 Stationnement 3 597 225 691
 Encombrement 4 160 003 117
 Divers 1 272 567 126

Les Autres produits correspondent à la provision pour congés à payer de l'exercice 2021, qui a été reprise en 2022 de FCFA 224 662 308.

RDR* Les commandes sont effectuées lors des conférences à la capitainerie du PAD et des fiches sont signées par les capitaines des navires remorqués. Le tarifaire est connu de tous les clients. 49 170 078 XAF concerne la reprise des congés payés au 31/12/2021

RDD* Le chiffre d'affaires de l'exercice 2022 est essentiellement composé:

- * travaux de dragage 1 737 161 281 (dont PAD FCFA 1 640 188 471 et autres FCFA 96 972 810)
- * locations des engins 708 333 333

NOTE 22 : ACHATS

Désignation entité : **PAD - RDD - DPS - RDR - RTC**
 Numéro d'identification : **M 069900009499 X**

Exercice clos le : **31/12/2022**
 Durée (en mois) : **12**



NOTE 22 ACHATS

Libellés	31/12/2022	31/12/2021	Variation en %
Achats dans la région	0	0	N/A
Achats hors région	0	0	N/A
Achats groupe	0	0	N/A
TOTAL : ACHATS DE MARCHANDISES	0	0	N/A
Achats dans la région	0	0	N/A
Achats hors région	0	0	N/A
Achats groupe	0	0	N/A
TOTAL : ACHATS MATIERES PREMIERES ET FOURNITURES LIEES	0	0	N/A
Matières consommables	3 420 455 383	2 583 573 315	32%
Matières combustibles	303 034 558	640 236 708	-53%
Produits d'entretien	403 822 237	79 358 211	409%
Fournitures d'atelier, d'usine et de magasin	419 998 730	508 233 795	-17%
Eau Electricité Autres énergies	5 260 676 919	3 509 252 899	50%
Fourniture d'entretien	110 996 087	9 648 210	1050%
Fourniture de bureau	977 530 453	761 261 877	28%
Petit matériel et outillages	978 832 752	516 464 347	90%
Achats études, prestations de services, de travaux matériels et équipements	698 168 436	473 975 342	47%
Achats d'emballages	0	0	N/A
Frais sur achats	800 923	0	N/A
Remises rabais, remises et ristournes	0	0	N/A
TOTAL : AUTRES ACHATS	12 574 316 478	9 082 004 704	38%

Commentaire :

PAD* Augmentation significative des autres achats de 20% s'explique par le renouvellement des petits outils de production (fournitures, matériel, mobilier de bureau,...) et à l'acquisition des produits de lutte contre la COVID 19.

RTC* Les autres achats sont essentiellement constitués des matières consommables de FCFA 2 098 970 979 au 31 décembre 2022 et se détaille comme suit :

LUBRIFIANTS FCFA 284 479 127
 PNEUMATIQUES FCFA 348 469 069
 PIECES DETACHEES FCFA 1 437 664 933
 AUTRES MATIERES CONSOMMABLES. FCFA 28 357 850

RDR *Les achats sont essentiellement constitués 351 228 125 XAF concerne le Gasoil, les huiles et les graisses pour les remorqueurs; 24 370 654 XAF concerne les frais d'électricité supportés par les Service Technique, Service Armement et les bureaux de l'administration. 93 087 363 XAF concerne les pièces détachées des remorqueurs et véhicules ; 33 914 596 XAF concerne les fournitures de bureau consommées; 33 615 902 XAF concerne le petit matériel et outillages électrique, informatique et technique; 90 729 442 XAF concerne l'achat des EPI et vêtements de travail pour 16 704 556 XAF, les vivres des remorqueurs pour 12 840 475 XAF et les autres matériels et équipements pour 59 184 411 XAF.

RDD*L'accroissement du poste Eau, électricité et autres énergies s'explique par la hausse des activités et des fréquences des dragues.

DPS* Les achats sont essentiellement constitués des achats de carburants, fournitures de bureau et de l'énergie électrique non stockable. Les achats ont globalement enregistré une hausse de FCFA 11 452 002 en valeur relative soit 6,85%.

NOTE 23 : TRANSPORTS

Désignation entité : - RDD - DPS - RDR - RTC

Exercice clos le : 31/12/2022

Numéro d'identification : M 069900009499 X

Durée (en mois) : 12



NOTE 23 TRANSPORTS

Libellés	31/12/2022	31/12/2021	Variation en %
Transports sur ventes	0	0	N/A
Transports pour le compte de tiers	0	0	N/A
Transport du personnel	111 397 135	33 643 368	231%
Transports de plis	4 803 614	4 337 793	11%
Autres transports	1 106 343 999	513 639 214	115%
TOTAL	1 222 544 748	551 620 375	122%

Commentaire :

PAD* La hausse globale de 106% traduit l'impact sur les transports, des actions menées au cours de la période (conquête de nouveaux marchés, promotion de l'activité portuaire, recherche des investisseurs, amélioration des compétences du personnel, contrôles de l'évolution des travaux confiés aux prestataires étrangers sur le transport, etc....) en vue de la poursuite des objectifs de développement, de performance et d'attractivité du PAD.

RTC* Le poste frais de transport, d'un montant de F CFA 83 994 568 au 31 décembre 2022 représente essentiellement le coût des billets d'avions pour les voyages à l'étranger.

RDR* FCFA 2 298 900 concerne les frais de déplacement pour mission en Hollande et au Maroc et FCFA 2 152 200 divers frais de déplacement des délégués du personnel et les frais de transport du personnel pour les matchs du championnat de football organisé par le PAD.

NOTE 24 : SERVICES EXTERIEURS

Désignation entité : **PAD - RDD - DPS - RDR - RTC**

Exercice clos le : **31/12/2022**

Numéro d'identification : **M 06990009499 X**

Durée (en mois) : **12**



NOTE 24 SERVICES EXTERIEURS

Libellés	31/12/2022	31/12/2021	Variation en %
Sous-traitance générale	2 803 447 847	736 529 628	281%
Locations et charges locatives	687 114 155	674 005 143	2%
Redevances de location acquisition	0	0	N/A
Entretien, réparations et maintenance	18 239 479 104	7 044 457 736	159%
Primes d'assurance	1 362 788 847	970 844 603	40%
Etudes, recherches et documentation	289 870 976	164 746 128	76%
Publicité, publications, relations publiques	2 036 954 939	1 401 775 438	45%
Frais de télécommunications	473 189 369	488 146 474	-3%
Frais bancaires	7 578 948 926	940 530 556	706%
Rémunérations d'intermédiaires et de conseils	4 481 467 414	3 918 953 436	14%
Frais de formation du personnel	1 178 280 948	1 343 165 225	-12%
Redevances pour brevets, licences, logiciels, concession et droits similaires	19 554 633 476	17 253 659 109	13%
Cotisations	121 813 264	158 397 290	-23%
Autres charges externes	6 887 359 994	5 238 076 517	31%
TOTAL	65 695 349 259	40 333 287 283	63%

Commentaire :

PAD* Les services extérieurs augmentent globalement de 90%. Les principalement postes concernés sont :

- Entretien, Réparations et maintenance : sa variation à la hausse se justifie par la constatation des charges douanières relatives aux travaux de dragage qu'avaient effectué Jean de Nul (6 000 millions) et l'exécution de multiples travaux d'assainissements, entretiens et réparations des biens et installations du domaine portuaire dont le dragage (1 000 millions), l'enlèvement des éparves (1 000 millions). Nonobstant cette hausse, il faut relever une baisse de 50% (de FCFA 2 000 millions en 2021 à 1 000 millions en 2022) des charges de dragage de l'exercice 2022 par 2021; ce qui traduit une bonne maîtrise desdites charges du fait de l'internalisation de l'entretien des voies navigables par la RDD.
- Primes d'assurance : son augmentation est consécutive à l'élargissement de l'assiette de calcul des polices par l'intégration des 9 véhicules acquis courant 2022 dans la flotte.
- Publicité, publications, relations publiques : son augmentation est impactée par les actions menées au cours de la période dans le sens de la conquête de nouveaux marchés, promotion de l'activité portuaire la recherche de nouveaux investisseurs, la stabilisation du portefeuille des clients du PAD, etc...
- Frais bancaires : son augmentation s'explique par le coût de rachat par la Banque atlantique de la créance du PAD sur l'Etat issue de la quatrième convention de dettes croisées ETAT - PAD signée en mai 2022 et dont le solde en faveur du PAD était de FCFA 76 694 365 103.

RTC* Les services extérieurs sont en hausse de 14% soit FCFA 21 595 983 837 en 2022 et FCFA 18 988 012 630

RDR* Les services extérieurs de la RDR est en hausse de 85%, ils sont constitués de 1 051 262 498 XAF concerne les Redevances au PAD; 399 517 263 XAF concerne les frais d'entretien et réparation des remorqueurs, véhicules et bâtiments ; 103 023 261 XAF concerne les frais de mission et de réception ; 56 144 951 XAF concerne l'assurance navires et maladies ; 41 027 306 XAF concerne les frais de formations du personnel ; 34 805 671 XAF concerne les cadeaux à la clientèle et confection des gadgets publicitaires ; 31 530 913 XAF concerne les honoraires des cabinets d'experts et conseils ; 24 912 794 XAF concerne les loyers des bureaux administratifs et techniques. Au 31/12/2021, bien que n'étant pas adossée sur un document, la provision pour loyer résultait d'une estimation relative à la pratique dans le domaine. Au 31/12/2022 la comptabilisation du loyer se fait sur la base d'une notification par courrier du PAD

RDD* De manière globale, les services extérieurs à la RDD de 1040%, s'explique par un accroissement des activités.

La sous-traitance générale concerne l'assistance technique navale supportée.

Les autres charges externes concernent les missions et les réceptions.

DPS* Les services extérieurs sont passés d'un montant total de FCFA 2 150 049 702 en 2022 contre FCFA 467 199 147 en 2021. Les plus fortes variations ont été les suivantes :

- La maintenance du système de sécurisation de FCFA 1 296 250 000 soit 66% et
- Les autres 34% sont répartis entre le marché des assurances, les honoraires, la location des bus navettes pour les usagers.

NOTE 25 : IMPOTS ET TAXES

Désignation entité : PAD - RDD - DPS - RDR - RTC

Exercice clos le : 31/12/2022

Numéro d'identification : M 069900009499 X

Durée (en mois) : 12



NOTE 25 IMPOTS ET TAXES

Libellés	31/12/2022	31/12/2021	Variation en %
Impôts et taxes directs	1 100 386 799	1 164 572 468	-6%
Impôts et taxes indirects	1 316 888 555	1 588 792 269	-17%
Droits d'enregistrement	203 687 983	158 757 480	28%
Pénalités et amendes fiscales	2 329 195 895	92 987 931	2405%
Autres impôts et taxes	241 637 768	116 299 639	108%
TOTAL	5 191 797 000	3 121 409 787	66%

Commentaire :

PAD*L'augmentation significative des impôts et taxes s'explique par la traduction dans les comptes, du solde des impôts à payer sur les exercices 2017, 2018 et 2019 découlant de la VGC desdites périodes (1 500 milliards) et amendes issues du contrôle de réglementation douanière 800 millions).

RTC * L'augmentation impôts et taxes concerne essentiellement les taxes appoint. sur salaire et patente de FCFA 206 594 995

RDR* L'augmentation impôts et taxes concerne les Impôts et taxes directs de FCFA 25 865 159

DPS*des impôts dus au 31 décembre 2022, y compris les impôts relatifs au 13 mois qui prend en compte l'augmentation des effectifs de 112 employés en 2022.

RDD* de la constatation en charges de la TVA facturée par les prestataires qui relèvent du régime simplifié.

NOTE 26 : AUTRES CHARGES

Désignation entité : **PAD - RDD - DPS - RDR - RTC**
 Numéro d'identification : **M 069900009499 X**

Exercice clos le : **31/12/2022**
 Durée (en mois) : **12**



NOTE 26 AUTRES CHARGES

Libellés	31/12/2022	31/12/2021	Variation en %
Pertes sur créances clients	552	0	N/A
Pertes sur autres débiteurs	688 621	438 416	57,07%
Quote-part de résultat sur opérations faites en commun	0	0	N/A
Valeur comptable des cessions courantes d'immobilisations	0	0	N/A
Indemnités de fonction et autres rémunérations d'administrateurs	706 589 438	523 812 174	35%
Dons et mécénat	636 865 582	364 515 823	75%
Autres charges diverses	2 536 722 147	1 570 693 977	62%
Charges pour provisions et provisions pour risques à court terme d'exploitation (voir note 28)	268 955 736	1 183 920	22617%
TOTAL	4 149 822 076	2 460 644 310	69%

Commentaire :

PAD*La variation globale à la hausse de 63%, s'explique essentiellement par la mise en œuvre de la politique RSE dévolue au PAD par Décret n°2019/034 du 24 janvier 2019, l'accompagnement des populations déguerpies du site d'Essenguè.

RTC * La quote part des autres charges de RTC dans le groupes'eleve à FCFA 476 127 768

RDR*Les autres charges à la RDR est essentiellemnt composé de 97 438 118 XAF concerne les indemnités de cessions des conseils de supervision, des commissions diverses et la rémunération du Président du Conseil de Supervision,

RDD* Les autres charges à la RDD concerne la tenue de 5 sessions du conseil de supervision (ex unité de coordination opérationnelle) en 2021 et 4 sessions en 2022.

La baisse des indemnités se justifie par la diminution du nombre de participants invités.
 La charge provisionnée est la dépréciation à 100% du client SCI de l'estuaire.

DPS*Les autres charges concernent pour la majeure partie, l'allocation du coordonnateur de l'unité de coordination opérationnelle ainsi que les indemnités de sessions alloués aux membres, invités et personnel d'appui de l'UCO. En 2022 elle a connu une baisse de F CFA 13 426 102 soit 13% du fait de la diminution du nombre de session tenues.

NOTE 27A : CHARGES DE PERSONNEL

Désignation entité : PAD - RDD - DPS - RDR - RTC
Numéro d'identification : M 069900009499 X

Exercice clos le : 31/12/2022
Durée (en mois) : 12



NOTE 27 A CHARGES DE PERSONNEL

Libellés	31/12/2022	31/12/2021	Variation en %
Rémunérations directes versées au personnel	15 609 362 761	14 529 643 516	7%
Indemnités forfaitaires versées au personnel	9 348 434 094	9 281 153 712	1%
Charges sociales	1 956 034 489	3 093 864 932	-37%
Rémunérations et charges sociales de l'exploitant individuel	0	0	N/A
Rémunération transférée de personnel extérieur	1 227 094 189	1 235 088 709	-1%
Autres charges sociales	2 730 555 389	1 970 237 590	39%
TOTAL	30 871 480 922	30 109 988 459	3%

Commentaire :

PAD*La baisse globale de ce poste se justifie par la maîtrise de la liquidation des cotisations sociales et le respect des délais de paiements y afférents.

Par ailleurs, il faut relever la stabilisation de la rémunération du personnel de 2021 à 2022. Elle a baissé de 6%

RTC*Les charges du personnel ont connu une hausse de 16% en 2022 soit FCFA 7213364437 en 2022 et FCFA 6238281290 en 2021,

RDR*Les charges du personnel ont connu une hausse de 33% en 2022 soit FCFA 982 474 31 en 2022 et FCFA 751 374 221 en 2021

RDD*Les charges de personnel diminuent de -8%. Toutefois, nous relevons une diminution des rémunérations et une augmentation des charges sociales. Cela résulte de 02 facteurs

* un exercice 2021 commencé en octobre 2020 justifiant la baisse des rémunérations ;

* le contrôle CNPS en 2022 s'est conclu par un redressement de FCFA 33 millions.

DPS*Les charges de personnel ont connu une augmentation globale de FCFA 983 295 041. Cette augmentation s'explique par le fait qu'en 2022 l'activité de DPS s'est étendue sur 12 mois pour un effectif de 524 employés alors qu'en 2021 elle ne s'est étendue que sur 6 mois pour un effectif de 412 employés.

NOTE 27 B : EFFECTIFS, MASSE SALARIALE ET PERSONNEL EXTERIEUR



Désignation entité : PAD - RDD - DPS - RDR - RTC

Exercice clos le : 31/12/2022

Numéro d'identification : M 069900009499 X

Durée (en mois) : 12

NOTE 27 B

EFFECTIFS, MASSE SALARIALE ET PERSONNEL EXTERIEUR

QUALIFICATIONS	EFFECTIF ET MASSE SALARIALE		EFFECTIFS					MASSE SALARIALE							
			Nationaux		Autres Etats de		Hors OHADA	TOTAL	Nationaux		Autres Etats de l'OHADA		Hors OHADA		TOTAL
	M	F	M	F	M	F		M	F	M	F	M	F		
YA 1. Cadres supérieurs	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
YB 2. Techniciens supérieurs et cadres moyens	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
YC 3. Techniciens, agents de maîtrise et ouvriers qualifiés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
YD 4. Employés, manœuvres, ouvriers, et apprentis	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
YE TOTAL (1)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
YF Permanents	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
YG Saisonniers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

2. Personnel extérieur									Facturation à l'entité	
YH 1. Cadres supérieurs	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
YI 2. Techniciens supérieurs et cadres moyens	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
YJ 3. Techniciens, agents de maîtrise et ouvriers qualifiés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
YK 4. Employés, manœuvres, ouvriers, et apprentis	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
YL TOTAL (2)	0	0								
YM Permanents	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
YN Saisonniers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
YO TOTAL (1 + 2)	0	0								

M : Masculin # F : Feminin

Commentaire :

PAD* L'effectif du personnel au 31 décembre 2022 est de 1 280 contre 1 261 en 2021, 1 220 en 2020, 1 132 en 2019, et 1 195 en 2018.

RTC* L'effectif du personnel au 31 décembre 2022 est de 498 contre 460 en 2021,

RDR* Le personnel de la RDR est de 97 au 31 décembre 2022.

RDD* Le personnel de la RDD est de 119 au 31 décembre 2022.

DPS* Le personnel de la DPS est de 524 au 31 décembre 2022.



**NOTE 28 :
PROVISIONS ET**

Désignation entité : PAD - RDD - DPS - RDR - RTC
Numéro d'identification : M 069900009499 X

Exercice clos le : 31/12/2022
Durée (en mois) : 12

**NOTE 28
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS INSCRITES AU BILAN**

NATURE	SITUATIONS ET MOUVEMENTS	A			B			C			D = A + B - C
		PROVISIONS	AUGMENTATIONS : DOTATIONS			DIMINUTIONS : REPRISES			PROVISIONS		
			A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	D'EXPLOI- TATION	FINAN- CIERES	HORS ACTIVITES ORDINAIRES	D'EXPLOI- TATION	FINAN- CIERES		HORS ACTIVITES ORDINAIRES	A LA CLOTURE DE L'EXERCICE
1. Provisions réglementées		0	0	0	0	0	0	0	0	0	
2. Provisions financières pour risques et		16 083 373 389	2 126 147 555	0	0	4 447 174 744	0	0	13 762 346 200		
3. Dépréciation des immobilisations		977 645 064	0	0	0	0	0	0	977 645 064		
TOTAL : DOTATIONS		17 061 018 453	2 126 147 555	0	0	4 447 174 744	0	0	14 739 991 264		
4. Dépréciations des stocks		190 988 630	1 958 604	0	0	0	0	0	192 947 234		
5. Dépréciations actif circulant HAO		0	0	0	0	0	0	0	0		
6. Dépréciations fournisseurs		0	0	0	0	0	0	0	0		
7. Dépréciations clients		34 283 247 295	67 939 107	0	0	0	0	0	34 351 186 402		
5. Dépréciations fournisseurs		0	0	0	0	0	0	0	0		
7. Dépréciations autres créances		4 802 782 991	0	0	0	2 662 199 442	0	0	2 140 583 549		
8. Dépréciations titres de placement		0	0	0	0	0	0	0	0		
9. Dépréciations valeurs à encaisser		47 207 012	0	0	0	0	0	0	47 207 012		
10. Dépréciations disponibilité		0	0	0	0	0	0	0	0		
11. Dépréciations et provisions pour risques à court termes exploitation		0	0	0	0	0	0	0	0		
12. Dépréciations et provisions pour risques à court termes à caractère financier		0	0	0	0	0	0	0	0		
TOTAL : CHARGES POUR DEPRECIATIONS ET PROVISIONS A COURT TERME		39 324 225 928	69 897 711	0	0	2 662 199 442	0	0	36 731 924 197		
TOTAL PROVISIONS ET DEPRECIATIONS		56 385 244 381	2 196 045 266	0	0	7 109 374 186	0	0	51 471 915 461		

Commentaire : Ce poste s'expliquent par:

PAD* la couverture du risque d'appauvrissement de la trésorerie (de fcfa 1 007 millions) adossé sur les litiges sociaux en cours au 31/12/2022

et la dépréciation des stocks de fcfa 2 millions représente la valeurs des articles avariés constatés lors des inventaires de stocks 2022.

- des reprises des provisions dotées en 2021 en vue de la couvertures des pertes diverses (litiges, impôts et IFC : fcfa 2 938 millions) et d'autre part, à la poursuite du processus d'assainissement general des comptes du PAD en cours d'exécution (fcfa 2 662 millions).

RTC *Les reprises de provision de l'exercice 2022 d'un montant de F CFA 1 128 818 443 se détaillent comme suit :

- les primes de bilan 2021 : FCFA 76 000 000,
- la prime de budget 2021 : FCFA 95 000 000,
- la prime de résultat 2021: FCFA 943 751 000.

RDD*Dépréciation du client SCI de l'estuaire à 100% au cours de la période.

La provision pour risque et charge est exclusivement dédiée à l'entretien périodique obligatoire des Dragues Mont Mandara et Vigilance.

DPS*- La provision est constituée de l'estimation de l'indemnité de fin de carrière (fcfa 170 millions)

- des reprises des provisions sur IFC dotées en 2021 (fcfa 19 millions).

NOTE 29 : CHARGES ET REVENUS FINANCIERS

Désignation entité : PAD - RDD - DPS - RDR - RTC
 Numéro d'identification : M 069900009499 X

Exercice clos le : 31/12/2022
 Durée (en mois) : 12



NOTE 29 CHARGES ET REVENUS FINANCIERS

Libellés	31/12/2022	31/12/2021	Variation en %
Intérêts des emprunts	-1 185 815 159	-1 327 775 447	-11%
Intérêts dans loyers de locations acquisition	-1 565 206	-20 230 161	-92%
Escomptes accordés	0	0	N/A
Autres intérêts	-1 247 613 403	-1 290 571 235	-3%
Escomptes des effets de commerce	0	0	N/A
Pertes de change	-131	0	N/A
Pertes sur cessions de titres de placement	0	0	N/A
Malis provenant d'attribution gratuite d'actions au personnel salarié et aux dirigeants	0	0	N/A
Pertes sur risques financiers	-1 286 278 660	0	N/A
Charges pour dépréciation et provisions à court terme à caractère financier (voir note 28)	0	0	N/A
SOUS TOTAL : FRAIS FINANCIERS	-3 721 272 559	-2 638 576 843	41%
Intérêts de prêts et créances diverses	0	0	N/A
Revenus de participations	80 000 000	50 000 000	60%
Escomptes obtenus	0	0	N/A
Revenus de placement	1 701 063 812	963 342 083	77%
Gains de change	8 953	832	976,08%
Gains sur cessions de titres de placement	0	0	N/A
Gains sur risques financiers	0	0	N/A
Reprises de charges pour dépréciation et provisions à court terme à caractère financier (voir note 28)	0	0	N/A
SOUS TOTAL : REVENUS FINANCIERS	1 781 072 765	1 013 342 915	76%
TOTAL	-1 940 199 794	-1 625 233 928	19%

Commentaire :

PAD* Le niveau des charges financières reflète le montant des emprunts en cours auprès des banques. Les revenus de placement proviennent des DAT pour 1 383 millions et 80 millions de dividendes de SCDP de l'exercice 2021. La baisse des charges financières de 11% et la hausse des revenus financiers de 133% se justifie par l'impact de l'opération de rachat de la dette de l'Etat sur la trésorerie, qui a eu comme conséquence la diminution des recours aux financements par emprunts et par ricochet, la constitution d'un nouveau DAT à la BACM dont le solde au 31/12/2022 était de 30 000 millions.

RTC* Les revenus financier provient de placements dont le solde est de FCFA 318 525 943 au 31 décembre 2022 contre f CFA 370 104 209 au 31 décembre 2021 proviennent des intérêts générés par les différents placements réalisés par la RTC à savoir :

- Les dépôts à termes effectués auprès des banques AFRILAND FIRST BANK et BANQUE ATLANTIQUE ;
- Les obligations de trésor assimilables de l'état dont la RTC a acquis des titres pour FCFA 2 000 000 000.
- Revenus des placements DAT de FCFA 131 404 429
- Revenus des intérêts créditeurs sur compte courant FCFA 98 902 334
- Revenus des obligations du Trésor Assimilables FCFA 88 219 180

NOTE 30 : AUTRES CHARGES ET PRODUITS HAO

Désignation entité : PAD - RDD - DPS - RDR - RTC
 Numéro d'identification : M 069900009499 X

Exercice clos le : 31/12/2022
 Durée (en mois) : 12



NOTE 30 AUTRES CHARGES ET PRODUITS HAO

Libellés	31/12/2022	31/12/2021	Variation en %
Charges HAO constatées (1) à détailler	0	0	N/A
(1).....	0	0	N/A
(1).....	0	0	N/A
Pertes sur créances HAO	0	0	N/A
Dons et libéralités accordés	0	0	N/A
Abandons de créances consentis	0	0	N/A
Charges provisionnées HAO	0	0	N/A
Dotations hors activités ordinaires	0	0	N/A
Participation des travailleurs	0	0	N/A
Subventions d'équilibre	0	0	N/A
SOUS TOTAL : AUTRES CHARGES HAO	0	0	N/A
Produits HAO constatés (1) à détailler	0	0	N/A
(1).....	0	0	N/A
(1).....	0	0	N/A
Dons et libéralités obtenus	0	0	N/A
Abandons de créances obtenus	0	0	N/A
Transferts de charges HAO	0	0	N/A
Reprises des charges pour dépréciations et provisions à court terme HAO	0	0	N/A
Reprises hors activités ordinaires	7 670 103 495	3 121 716 546	146%
SOUS TOTAL : AUTRES PRODUITS HAO	7 670 103 495	3 121 716 546	146%
TOTAL	7 670 103 495	3 121 716 546	146%

Commentaire :

PAD*Les reprises HAO proviennent de l'amortissement de la quote part des subventions virée au résultat.
 Leur augmentation de 146% par rapport à 2021 provient de la traduction des conclusions de la quatrième dette croisée ETAT-PAD qui présentait un solde en faveur du PAD de FCFA 76 694 365 103 après compensation des dettes réciproques.

NOTE 31 : REPARTITION DU RESULTAT ET AUTRES ELEMENTS CARACTERISTIQUES DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Désignation entité PAD - RDD - DPS - RDR - RTC
 Numéro d'identific M 069900009499 X

Exercice clos le : 31/12/2022
 Durée (en mois) : 12



NOTE 31

REPARTITION DU RESULTAT ET AUTRES ELEMENTS CARACTERISTIQUES DES CINQ DERNIERS EXERCICES

EXERCICES CONCERNES (1)	31/12/2022	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2019	31/12/2018
NATURE DES INDICATIONS					
STRUCTURE DU CAPITAL A LA CLOTURE DE					
Capital social	30 575 553 255	30 575 553 255	30 575 553 255	30 575 553 255	30 575 553 255
Actions ordinaires	0	0	0	0	0
Actions à dividendes prioritaires (A.D.P) sans droit de vote	0	0	0	0	0
Actions nouvelles à émettre :	0	0	0	0	0
- par conversion d'obligations	0	0	0	0	0
- par exercice de droits de souscription	0	0	0	0	0
OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE (3)					
Chiffre d'affaires hors taxes	131 526 364 300	128 296 376 528	65 623 187 684	56 204 534 022	59 054 696 927
Résultat des activités ordinaires (R.A.O) hors dotations et reprises (exploitation et financières)	31 231 914 035	47 336 863 463	15 332 214 826	5 256 061 025	13 628 592 619
Participation des travailleurs aux bénéfices	0	0	0	0	0
Impôt sur le résultat	-11 138 479 566	-16 294 234 410	-3 154 627 681	-2 200 622 349	-1 826 719 872
Résultat net (4)	16 059 131 269	22 605 246 694	6 310 700 694	5 377 982 056	2 042 662 703
RESULTAT ET DIVIDENDE DISTRIBUES					
Résultat distribué (5)	0	0	0	0	0
Dividende attribué à chaque action	0	0	0	0	0
PERSONNEL ET POLITIQUE SALARIALE					
Effectif moyen des travailleurs au cours de l'exercice (6)	0	0	1 220	1 132	1 195
Effectif moyen de personnel extérieur	0	0	0	0	0
Masse salariale distribuée au cours de l'exercice (7)	24 957 796 855	23 810 797 228	15 689 239 252	14 050 274 736	14 170 278 292
Avantages sociaux versés au cours de l'exercice (8)	4 686 589 878	5 064 102 522	3 275 917 728	4 068 845 971	3 129 927 661
Personnel extérieur facturé à l'entité (9)	1 227 094 189	1 235 088 709	4 438 384	44 335 925	0

(1) Y compris l'exercice dont les états financiers sont soumis à l'approbation	(6) Personnel propre
(2) Indication, en cas de libération partielle du capital, du montant du capital	(7) Total des comptes 661, 662, 663
(3) Les éléments de cette rubrique sont ceux figurant au compte de résultat	(8) Total des comptes 664, 668
(4) Le résultat, lorsqu'il est négatif, doit être mis entre parenthèses	(9) Compte 667
(5) L'exercice N correspond au dividende proposé du dernier exercice	

NOTE 34 : FICHE DE SYNTHÈSE DES PRINCIPAUX INDICATEURS FINANCIERS



(EN MILLIERS DE FRANCS)	31/12/2022	31/12/2021	Variation en %
ANALYSE DE L'ACTIVITE			
SOLDES INTERMEDIAIRES DE GESTION			
CHIFFRE D'AFFAIRES	131 526 364	128 296 377	3%
MARGE COMMERCIALE	0	0	N/A
VALEUR AJOUTEE	64 043 595	77 845 272	-18%
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBE)	33 172 114	47 735 284	-31%
RESULTAT D'EXPLOITATION	21 570 889	34 632 841	-38%
RESULTAT FINANCIER	-2 044 900	1 144 924	-279%
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES	19 525 989	35 777 765	-45%
RESULTAT HORS ACTIVITES ORDINAIRES	7 671 622	3 121 717	146%
RESULTAT NET	16 059 131	22 605 247	-29%
DETERMINATION DE LA CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT			
EBE	33 172 114	47 735 284	
+ Valeurs comptables des cessions courantes d'immobilisation (compte 654)	0	0	
- Produits des cessions courantes d'immobilisation (compte 754)	0	0	
= CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT D'EXPLOITATION	33 172 114	47 735 284	
+ Revenus financiers	1 781 064	1 013 343	
+ Gains de change	9	0	
+ Transferts de charges financières	0	1 226 814	
+ Produits HAO	0	0	
+ Transferts de charges HAO	0	0	
- Frais financiers	-3 721 272	-2 638 577	
- Pertes de change	0	0	
- Participation	0	0	
- Impôts sur les résultats	-11 138 480	-16 294 234	
= CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT GLOBALE (C.A.F.G.)	20 093 434	31 042 629	-35%
- Distributions de dividendes opérées durant l'exercice	-8 258 713	-2 000 000	312,94%
= AUTOFINANCEMENT	11 834 721	29 042 629	-59%
ANALYSE DE LA RENTABILITE			
Rentabilité économique = Résultat d'exploitation (a) /Capitaux propres + dettes financières	4%	11%	-59%
Rentabilité financière = Résultat net/Capitaux propres	9%	20%	-57%
ANALYSE DE LA STRUCTURE FINANCIERE			
Capitaux propres et ressources assimilées	187 039 462	112 649 054	66%
+ Dettes financières* et autres ressources assimilées (b)	48 184 806	58 462 684	-18%
= ressources stables	235 224 269	171 111 738	37%
- Actif immobilisé (b)	-186 567 051	-159 013 694	17%
= FONDS DE ROULEMENT (1)	48 657 217	12 098 044	302%
Actif circulant d'exploitation (b)	144 864 796	149 084 364	-3%
- Passif circulant d'exploitation (b)	-170 243 512	-178 331 763	-5%
= BESOIN DE FINANCEMENT D'EXPLOITATION (2)	-25 378 717	-29 247 400	-13%
Actif circulant HAO (b)	318 590	294 445	8%
- Passif circulant HAO (b)	-773 221	-462 332	67%
= BESOIN DE FINANCEMENT HAO (3)	1 091 811	756 777	44%
BESOIN DE FINANCEMENT GLOBAL (4) = (2) + (3)	-25 833 348	-29 415 287	-12%
TRESORERIE NETTE (5) = (1) - (4)	74 490 565	41 513 331	79%
CONTRÔLE : TRESORERIE NETTE = (TRESORERIE - ACTIF) - (TRESORERIE - PASSIF)	74 490 565	41 513 331	79%
ANALYSE DE LA VARIATION DE LA TRESORERIE			
Flux de trésorerie des activités opérationnelles	16 217 051	75 495 900	-79%
-Flux de trésorerie des activités d'investissement	40 026 713	56 013 704	-29%
+Flux de trésorerie des activités de financement	56 786 896	-4 061 947	-1498%
= VARIATION de la TRESORERIE NETTE de la PERIODE	32 977 234	15 420 248	114%
ANALYSE DE LA VARIATION DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET			
Endettement financier brut (Dettes financières* + Trésorerie – passif)	39 178 376	46 391 443	-16%
-Trésorerie - actif	-79 246 481	-45 525 464	74%
= ENDETTEMENT FINANCIER NET	-40 068 105	865 979	-4727%

(a) Résultat d'exploitation après impôt théorique sur le bénéficiaire.

(b) Les écarts de conversion doivent être éliminés afin de ramener les créances et les dettes concernées à leur valeur initiale.

Dettes financières* = emprunts et dettes financières diverses + dettes de location acquisition.

NOTE 35 : LISTE DES INFORMATIONS SOCIALES, ENVIRONNEMENTALES ET SOCIETALES A FOURNIR



Désignation entité : PAD - RDD - DPS - RDR - RTC
 Numéro d'identification M 069900009499 X

Exercice clos le : 31/12/2022
 Durée (en mois) : 12

Note obligatoire pour les entités ayant un effectif de plus de 250 salariés

Liste des informations sociales, environnementales et sociétales à fournir

INFORMATIONS SOCIALES

Emploi :

La répartition des effectifs par structure se présente comme suit:

PAD = 1 280 RTC= 498 RDR= 98 RDD= 119 DPS=524 **TOTAL= 2 519**

Relations sociales :

Il y a 3 syndicats des travailleurs au PAD (SNEPC, SATPC, SYNATRAOPOCAM), 15 délégués du personnel titulaires et 15 suppléants.

Santé et sécurité :

Les conditions de santé et de sécurité au travail sont très bonnes, la société ayant fait de ces deux éléments ses priorités optimales ;

Formation :

Les politiques mises en œuvre en matière de formation se poursuivent, chaque collaborateur est susceptible de bénéficier d'une formation.

Égalité de traitement :

Depuis de nombreuses années, l'égalité des traitements entre hommes et femmes s'équilibre en moyenne en 35% de femmes et 65% d'hommes.

INFORMATIONS ENVIRONNEMENTALES

Politique générale en matière environnementale :

Le PAD ne dispose pas encore d'une politique environnementale. Par ailleurs l'audit environnemental et social a été validé par le Ministère de l'environnement et de la Protection de la Nature et du Développement Durable, et le Certificat de Conformité y afférent a été délivré. Le Plan de Gestion environnementale et Sociale du Domaine portuaire qui découle de cet audit est dans sa phase de déclinement

Pollution et gestion des déchets :

Le PAD a dans son organigramme une Direction des Aménagements Portuaires (DAP) qui contrôle la pollution et gère les déchets du Sol. L'eau et l'air sont gérés par la Direction du Dragage et de la Logistique Maritime (DDLML).

Utilisation durable des ressources :

La capitainerie gère de manière optimale des ressources énergétiques. Pas de recours aux énergies renouvelables.

Changement climatique :

Le contrôle des impacts de gaz à effet de serre est effectué à l'aide des documents de prévisions météorologiques, et de nombreux échanges ont eu lieu avec l'Observatoire National des Changements Climatiques (ONACC).

Protection de la biodiversité :

Les infrastructures et les activités portuaires qui sont des facteurs de dommages irréversibles des fonds marins participent à la disparition de la faune et de la flore. Le PAD s'occupe de la protection des plans d'eau, de l'assainissement des abords du chenal d'accès et ainsi que le contrôle de l'indice sur la qualité de l'eau pour une meilleure protection de la biodiversité.

INFORMATIONS RELATIVES AUX ENGAGEMENTS SOCIÉTAUX EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Impact territorial, économique et social de l'activité de la société :

La démarche RSE a été mise en place en 2020. Un projet de charte RSE achats est en cours de finalisation, elle va préciser les engagements du PAD sur la bonne pratique des affaires ; mais également inclure les clauses RSE, notamment les enjeux sociaux et environnementaux dans les contrats avec les prestataires.

Le PAD emploie plus d'un millier de personnes de toutes catégories socioprofessionnelles, de tous âges, veille à l'équilibre du genre.

Relations entretenues avec les personnes ou les organisations intéressées par l'activité de la société (associations d'insertion, établissements d'enseignement...) :

Il existe au sein du PAD une cellule en charge des relations avec les communautés riveraines. La société réserve une quotité significative aux stagiaires chaque année.

Sous-traitance et fournisseurs :

Le PAD veille déjà à prendre en compte dans sa politique d'achat des enjeux sociaux et environnementaux, en attendant la charte RSE achats.

NOTE 36 : TABLE DES CODES



Désignation entité :

PAD - RDD - DPS - RDR - RTC

Exercice clos le : 31/12/2022

Numéro d'identification:

M 069900009499 X

Durée (en mois) : 12

1 - Code forme juridique (1)			3 - Code pays du siège social
Société Anonyme (SA) à participation publique	0	0	Pays OHADA (2)
Société Anonyme (SA)	0	1	Autres pays africains
Société à Responsabilité Limitée (SARL)	0	2	France
Société en Commandite Simple (SCS)	0	3	Autres pays de l'Union
Société en Nom Collectif (SNC)	0	4	U.S.A.
Société en Participation (SP)	0	5	Canada
Groupement d'Intérêt Economique (GIE)	0	6	Autres pays
Association	0	7	Pays asiatiques
Société par Actions Simplifiée (SAS)	0	8	Autres pays
Autre forme juridique (à préciser)	0	9	
2 - Code régime fiscal			
Réel normal		1	
Réel simplifié		2	
Synthétique		3	
Forfait		4	

(1) Remplacer le premier 0 par 1 si l'entité bénéficie d'un agrément prioritaire

(2) Bénin = 01 ; Burkina = 02 ; Côte d'Ivoire = 03 ; Guinée Bissau = 04 ; Mali = 05 ; Niger = 06 ; Sénégal = 07
Togo = 08 ; Cameroun = 09 ; Congo = 10 ; Gabon = 11 ; République Centrafricaine = 12 ; Tchad = 13 ;

Comores = 14 ; Guinée = 15 ; Guinée Equatoriale = 16 ; Congo RDC = 17.